

PER
P-79
EX. 2

Les travailleurs et le pouvoir municipal

DOSSIERS
"VIE OUVRIÈRE"

no 98

DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE"

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de la rédaction

Hubert Coutu, Fabien Lebœuf,
Jacques Lemay, Raymond Levac, Lorenzo Lortie,
Rémi Parent, Pierre Viau

Collaboration: Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.)
Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.)
Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.)

Paul-Émile Charland, secrétaire

Abonnement: \$6.50 pour un an; \$12.00 pour deux ans
Abonnement d'équipe: \$10.00 par année.

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5
Téléphone: (514) 524-3561

Courrier de deuxième classe — Enregistrement n° 0220
Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec
Indexée dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR)
Imprimerie Notre-Dame, Richelieu, Qué.

sommaire

Octobre 1975 — Vol. XXV, N° 98

ÉDITORIAL

L'Hôtel de ville, un pouvoir bien gardé *La rédaction* 450

DOSSIER

Les enjeux du pouvoir municipal *Raymond Levac* 451

Le pouvoir municipal à Hull *Marc Bonhomme* 463

Le profit au pouvoir à Farnham
Jean-Paul Tessier, Maurice Gaudreau 467

Histoire de Victoriaville *Raymond Roy* 474

Mirabel — Quand le progrès déporte une population
C.I.A.C. 479

Absence de contrôle démocratique de nos villes
André L'Heureux 484

Les élections municipales à Hull *Daniel Fortin* 488

À la défense des quartiers populaires (Québec)
Jean Picher 493

Le Rassemblement des Citoyens de Montréal
Après dix-huit mois Léa Cousineau 497

Forces et faiblesses des groupes populaires
Lorenzo Lortie 501

Les relations avec le marxisme *M^{sr} Robert Frossard* 505

TÉMOIGNAGE

Un grand ami de la classe ouvrière:
Le Père Jean-Louis Dion, o.m.i.
Claude Ryan 508

L'Hôtel de ville, un pouvoir bien gardé

Plusieurs villes connaîtront, au début de novembre, la fièvre d'une élection municipale. Jusqu'à un passé récent, ces élections passaient davantage dans le domaine du folklore, éclipsées par les grandes élections provinciales. Ces luttes pour un bout de chemin, pour un aréna ou une école, tout cela paraissait bien petit à côté des questions provinciales et nationales. Et c'est pourquoi les élections municipales, même si elles allumaient beaucoup de passions, ne semblaient pas très sérieuses. À quelques exceptions près, les mouvements ouvriers y ont attaché très peu d'importance. On se souviendra, cependant, de Sorel 1939 où les ouvriers, à la suite d'une grève célèbre, avaient réussi à faire élire leurs candidats; et l'on pourrait citer quelques autres tentatives du même genre.

Ce manque d'intérêt de la classe ouvrière pour le pouvoir municipal a eu pour conséquence de laisser échapper un instrument capable de les rendre maîtres de leur vie quotidienne. Sans doute, le pouvoir municipal n'a pas le dernier mot: il n'est que le premier échelon et n'a servi, le plus souvent, que de courroie de transmission du pouvoir provincial.

Depuis quelques années, avec l'avènement de l'animation sociale, les résidents des quartiers populaires ont pris conscience que leurs intérêts quotidiens se jouaient d'abord au niveau du municipal: habitation, santé, et même sécurité d'emploi et possibilité de travail. Ils ont compris que les municipalités pouvaient obtenir plus de pouvoir en ce domaine. Si les municipalités sont limitées par des lois provinciales, ne serait-ce pas trop souvent avec la complicité de ceux dont les intérêts financiers contrôlaient le pouvoir municipal?

Les organisations syndicales ont compris, par la suite, les enjeux du pouvoir municipal sur les intérêts des travailleurs. Débordant le cadre des usines, les syndicats se sont lancés, encore modestement, dans l'arène municipale par les Comités d'action politique. Un premier type d'action fut d'entreprendre l'analyse du pouvoir pour faire la lumière sur les intérêts en cause. Ils ont ensuite apporté leur appui aux groupes populaires.

Le présent dossier est bien incomplet, plusieurs situations n'ont pas été touchées. Mais il révèle à sa façon les forces et les faiblesses de ces "nouveaux pouvoirs" qui veulent parvenir à contrôler leur vie quotidienne.

LA RÉDACTION

Les enjeux du pouvoir municipal

RAYMOND LEVAC

La ville est un espace formé de forces contradictoires. En effet, si l'aménagement de l'espace est d'abord déterminé par la concentration des entreprises qui cherchent à augmenter leur profit en diminuant leur coût de production, il est aussi déterminé par l'ensemble des travailleurs habitant la ville. Ces derniers s'installent sur un territoire qui n'est pas d'abord conçu en fonction de leurs besoins.

La ville, c'est aussi cet ensemble de symboles qui, tout en masquant les contradictions des villes, constituent en même temps un élément indispensable d'identification collective.

Dans ces circonstances le pouvoir municipal, pour défendre les intérêts des travailleurs, est particulièrement limité et ne saurait être l'instrument unique de solution aux problèmes urbains. Cependant, inscrit dans une lutte plus large, la prise du pouvoir des villes, tout en permettant d'améliorer les conditions de vie urbaine, peut faire de la ville une véritable école populaire donnant aux travailleurs le goût du pouvoir, la conscience que cette prise du pouvoir est possible, tout en clarifiant les enjeux de leur lutte.

Depuis plusieurs années, dans les milieux populaires, en particulier, des groupes de revendication se sont organisés de façon à faire valoir leurs besoins et leurs intérêts dans l'aménagement de leurs quartiers. On s'est progressivement rendu compte que toutes ces luttes, à moins de ne viser que des éléments qui ne mettaient pas en cause la structure de pouvoir, aboutissaient à des échecs relatifs. On s'est aussi rendu compte que la plupart de ces luttes étaient livrées à partir d'initiatives des pouvoirs politiques. L'intervention des groupes populaires apparaît alors constamment en retard par rapport à une planification préalable. À quelques endroits, on a donc décidé de s'engager dans des luttes électorales de façon à prendre le pouvoir des conseils municipaux.

Lors des dernières élections municipales à Montréal, on s'est même servi d'un exemple étranger, Bologne en Italie, pour montrer l'intérêt de prendre le pouvoir en vue d'un aménagement du territoire plus conforme aux intérêts des citoyens qui y vivent.

Mais Montréal, Québec, Alma ou Hull sont-ils dans une situation comparable à Bologne? Y a-t-il un avantage réel pour les groupes populaires à se lancer dans la lutte électorale municipale au Québec? Quels sont les véritables pouvoirs des villes? Quelles sont les limites de ces pouvoirs? Pourquoi autrefois l'Union Nationale, aujourd'hui le Parti Libéral et bientôt le Parti Québécois visent-ils le pouvoir municipal?

Dans ce bref article, je ne ferai pas, bien sûr, le tour de la question. Je me contenterai simplement de poser quelques jalons de réflexion.

I — Le phénomène urbain

A — Les villes: des forces contradictoires

Lorsqu'on circule dans une ville, il est clair qu'on traverse des quartiers passablement différents, avec des caractéristiques particulières. Ici, il y a de grands édifices à appartements, là il y a une série de commerces, là ce sont de vieilles usines, là ce sont des édifices à bureaux, là ce sont de vieilles maisons, là il y a beaucoup d'espaces verts, ailleurs il n'y en a presque pas, etc... Or, en général, cet aménagement de l'espace n'a pas été planifié au préalable. Il n'est pas non plus l'effet du

hasard. Il est plutôt la résultante d'un ensemble de forces à première vue invisibles qui interviennent et s'affrontent.

UNE CONCENTRATION DE FORCES PRODUCTIVES

La ville c'est d'abord et avant tout une concentration de forces productives. Autrement dit, ce sont les entreprises (industries, maisons d'affaires, sièges sociaux,...) qui produisent les marchandises, ce sont les commerces qui les vendent, les Centres financiers qui financent ces entreprises, les réseaux de transport (aérien, ferroviaire, maritime ou routier) par lesquels sont véhiculées ces marchandises dans la ville et hors de la ville, ce sont donc ces forces productives qui se concentrent en un même endroit de façon à économiser au maximum leur coût et ainsi à devenir le plus rentable possible. Ce sont ces forces productives qui déterminent d'abord la configuration des villes et les formes territoriales à l'intérieur de celles-ci.

Ainsi les industries s'installent à quelque part soit à cause de la proximité des matières premières (par exemple les villes minières) soit à cause du moindre coût de transport, soit à cause de la disponibilité et d'une main-d'œuvre à bon marché et d'une main-d'œuvre spécialisée, soit à cause de la proximité du marché, etc... Il est évident qu'un quartier ou une ville formés autour d'usines de textile ou de chaussures et une autre formée autour d'usines de pâtes et papiers auront des aspects particuliers différents si ce n'était que par le type d'emplois qu'elles commandent.

Il en va de même des sièges sociaux des entreprises ou de leurs filiales, les maisons d'affaires, les centres financiers et en général les centres administratifs tant de l'entreprise privée que des pouvoirs politiques qui vont aussi se concentrer à cause de la richesse d'information, la facilité de contacts et en fin de compte l'économie de temps et donc d'argent que cette concentration rend possible.

Par voie de conséquence, les villes seront aussi une concentration de services professionnels directement au indirectement reliés à ces entreprises mais aussi une concentration de services rendant les travailleurs plus aptes à travailler ou à consommer (hôpitaux, écoles, centres de loisirs, transport en commun, etc...).

Toute la ville est donc d'abord conçue en fonction de ces forces productives par rapport auxquelles les autres éléments de l'espace ur-

bain se situeront (l'exemple de l'aéroport de Mirabel et de son impact sur l'aménagement du territoire est très significatif à cet égard).

L'ENSEMBLE DES FORCES DE CEUX QUI Y HABITENT

Les entreprises s'installent de préférence là où il y a beaucoup de gens. (À choisir entre la Gaspésie et la région de Montréal, une entreprise va plus facilement choisir Montréal). Mais elles entraînent aussi un afflux de population vers cette ville. Il y a donc cette masse de gens qui viennent en ville pour travailler qui, par le seul fait de leur présence, constituent aussi une force. Ils veulent habiter quelque part, ils veulent des services de toutes sortes. Ils vont vouloir s'installer près de leur travail à un coût abordable pour eux ou en tout cas pouvoir s'y rendre facilement. Ils veulent vivre des relations sociales, avoir des espaces verts, respirer de l'air pur, etc... Ils vont donc exercer une pression en particulier sur l'habitation. Mais ils devront s'installer dans des formes territoriales conçues non en fonction de leurs besoins, mais en fonction des forces productives. D'autant plus, d'ailleurs, que le terrain et l'habitation eux-mêmes sont des marchandises qu'on vend et qu'on achète en fonction du plus grand profit possible.

Selon qu'on est situé dans une catégorie socio-économique ou une autre, selon sa race, selon sa place dans le système de production, en somme selon la classe sociale à laquelle on appartient, on habitera tel ou tel quartier. Cette pression sur l'habitation qui ne correspond pas nécessairement avec les intérêts économiques des promoteurs immobiliers et des spéculateurs fonciers crée une crise au niveau du logement.

Le travail, le logement, les espaces verts, l'air pur, etc... n'étant pas également accessibles à tous, il s'en suit des réactions diverses: criminalité et délinquance, actions revendicatives de toute sorte et finalement organisation politique qui vise l'appropriation de la ville par les travailleurs en fonction de leurs intérêts.

B — La ville: un lieu auquel on s'identifie

Tout individu dans une société a le besoin de se sentir membre d'une collectivité qui le protège, à laquelle il s'identifie et qui le valorise. Ce n'est pas par hasard que l'ensemble des Montréalais étaient fiers de Montréal lors de l'Exposition Universelle en 1967 et que même aujourd'hui ce même sentiment transparaisse, quoique peut-être à

un degré moindre, à propos des Jeux Olympiques auxquels aucun parti politique n'a osé s'opposer vraiment.

Granby n'a-t-il pas un des plus beaux, sinon le plus beau zoo de l'Amérique du Nord... Hull qu'on a toujours dévalorisé face à Ottawa pourra enfin être visité sans qu'on en ait honte, avec ses "belles" tours de béton et ses autoroutes qui traversent la ville... Québec est le berceau de la culture française en Amérique du Nord, etc... Chacun peut trouver quel symbole on prend pour valoriser sa ville en opposition avec celles d'à côté.

La ville c'est donc aussi cet ensemble de symboles qui identifie une collectivité. Ces symboles masquent à coup sûr les contradictions des villes; ils sont un élément important de l'aliénation des populations qui voient d'autant moins l'exploitation dont ils sont l'objet qu'ils aiment plus les "Canadiens" à Montréal, les "Nordiques" à Québec ou autre chose ailleurs. On peut peut-être remplacer les symboles et les mythes d'une collectivité, on ne saurait cependant les faire disparaître puisqu'ils sont essentiels. À ce point de vue, quoiqu'on pense du R.C.M. à Montréal, on doit reconnaître que ce parti a touché une corde sensible avec "les petites patries" et son slogan du "Montréal aux Montréalais".

C — Le pouvoir municipal

On conçoit facilement qu'au milieu de ces forces contradictoires, le pouvoir municipal ait d'abord comme rôle d'assurer le développement des forces productives, d'attirer les entreprises, de leur assurer la plus grande rentabilité possible en assumant, en particulier, le coût de tout ce qui n'est pas rentable.

Il va également essayer de diminuer la pression des habitants des villes de façon à ce que la force populaire ne remette pas en cause l'organisation sociale. Il va donc intervenir pour construire des habitations à loyer modique en nombre suffisant (!) pour relâcher la pression trop forte sur l'habitation, mais en nombre insuffisant pour ne pas être une compétition aux promoteurs immobiliers.

Il interviendra un peu au niveau des loisirs et de la santé, mais surtout au niveau des corps policiers qui luttent contre la criminalité et la délinquance quand ce n'est pas directement contre les groupes de revendication et les organisations politiques, conséquences de "l'organisation sociale" et de "l'aménagement urbain".

Le pouvoir municipal va surtout jouer un rôle en faisant des projets auxquels les citoyens vont s'identifier et qui masquent les contradictions des villes: pensons à la fête populaire de Granby alors qu'il y a pénurie d'eau, à la fête populaire à Laval avant que Campeau annonce son projet domiciliaire dans cette ville, à la fête du Centenaire d'Incorporation de la ville de Hull financée par la Commission de la Capitale Nationale alors qu'on détruit cette ville pour faire place aux édifices fédéraux, etc... Chacun pourra trouver des exemples dans sa propre ville.

Ce rôle idéologique, il va aussi le jouer par la planification urbaine présentée aux citoyens sous un aspect de progrès alors que ces plans ne sont bien souvent qu'une rationalisation des volontés des propriétaires des forces productives.

Le pouvoir politique est donc d'abord et avant tout une force d'appoint pour les entreprises et les promoteurs immobiliers. Une action politique à long terme visant le contrôle, par les travailleurs, de l'appareil municipal devrait donc viser un renversement total de cette perspective pour un aménagement de l'espace en fonction des besoins des travailleurs et de leurs intérêts.

II — Les limites du pouvoir municipal

On doit bien constater d'abord que la prise du pouvoir des villes par les travailleurs ne permettrait pas, du moins dans l'état actuel des choses, ce renversement total.

A — Le statut juridique des villes au Québec

Le statut juridique des villes au Québec limite considérablement leur pouvoir. Les interventions des villes sont, en effet, régies, encadrées, précisées par la Loi des Cités et Villes du Québec. Les villes n'ont que des pouvoirs délégués du gouvernement provincial. Or les lois du Québec, et la Loi des Cités et Villes en particulier, ont été conçues d'abord et avant tout pour protéger les intérêts des propriétaires, dont les entrepreneurs ou leurs représentants, les commerçants et les professionnels.

Il est intéressant de noter, par exemple, que malgré le fait que toute personne ayant 18 ans ou plus peut voter aux élections municipales, seuls les propriétaires peuvent s'opposer à un règlement d'em-

prunt ou à une modification de zonage dans un quartier donné alors qu'en fin de compte ce sont les locataires qui payent la note par leur loyer.

B — La taxation

La principale source de revenu pour une municipalité est constituée par la taxe foncière. On comprendra que pour augmenter ses revenus, une ville aura avantage à ce que les terrains soient évalués le plus cher possible et sera donc intéressée à ce que se construisent des édifices en hauteur et des commerces, ce qui lui amènera forcément plus de revenus que des résidences de faible ou moyenne densité.

Par ailleurs, dans cette Loi des Cités et Villes, la taxe d'affaire (qui ne représente au plus que 9% du budget de la ville de Montréal) est limitée par toute une série d'articles de façon à empêcher une ville de trop aller chercher de revenus chez les entreprises et les commerces (l'ensemble de ces revenus ne peut excéder 25% des revenus totaux de la ville...).

À l'encontre de Bologne, en Italie, qu'on prend souvent comme point de référence, aucune ville du Québec ne pourrait légalement lever une taxe sur les profits des entreprises à moins de faire amender la loi du Québec sur le sujet. Or on sait bien que le gouvernement du Québec, qui est le gouvernement de ces entreprises, n'accepterait pas un tel amendement.

C — Les communautés urbaines

Les villes situées à l'intérieur de communautés urbaines¹, à l'intérieur desquelles vivent la majorité des travailleurs du Québec, voient aussi leurs pouvoirs limités par ce seul fait. Il faudrait pousser l'analyse de ce facteur plus avant, mais disons qu'il y a une tendance à donner à ces communautés urbaines de plus en plus de pouvoirs dont celui de la planification urbaine, le contrôle des corps policiers et la délimitation de l'évaluation foncière ne sont pas les moindres. Pour ne pas être boycotté de toute part il faudrait donc être assez nombreux

¹ Montréal, Québec, Outaouais. — Dans ce dernier cas, c'est surtout la commission de la capitale nationale, organisme fédéral, qui a le pouvoir d'aménager le territoire.

pour pouvoir contrôler ces Communautés urbaines. Il faut d'ailleurs noter qu'une ville située dans un ensemble urbain plus vaste doit tenir compte dans ses politiques des villes qui l'entourent, ce qui suppose une action politique de même type dans ces villes.

D — Contrôle urbain et contrôle des entreprises

Comme il a été signalé un peu plus haut, la ville est d'abord une concentration de forces productives. Les luttes urbaines doivent être en lien avec les luttes au niveau des milieux de travail de façon à ce qu'il soit clair qu'on vise un contrôle de l'économie par les travailleurs puisque les problèmes urbains sont directement liés au contrôle des entreprises. Les luttes pour le contrôle urbain doivent donc être envisagées dans le contexte plus large d'une lutte pour le contrôle des appareils politiques supérieurs.

Ce ne sont là que quelques exemples des limites des pouvoirs des conseils municipaux surtout pour des groupes voulant défendre les intérêts des travailleurs d'une ville. À l'heure actuelle la prise de pouvoir des conseils municipaux par des groupes organisés de travailleurs devrait accepter de se situer à l'intérieur de la logique capitaliste puisque justement on ne saurait faire fi des forces de production.

III — Le pouvoir des villes

Les conseils municipaux ont cependant de réels pouvoirs qui pourraient davantage, malgré leurs limites, servir les intérêts des travailleurs. À savoir s'il y a un avantage à prendre ces pouvoirs et se lancer dans la lutte électorale municipale est une question de stratégie et de tactique.

A — L'aménagement de l'espace

Le conseil municipal a tout pouvoir concernant le zonage. Il va de soi que s'il maintient ou passe un règlement de zonage dans un secteur donné comme résidentiel de faible ou moyenne densité, il bloque *en grande partie* la spéculation foncière et l'appétit vorace des promoteurs immobiliers et permet par le fait même de conserver pour l'habitation des secteurs qui dans la situation actuelle sont démolis et remplacés par des tours à appartements et des tours à bureaux.

Il en va de même de la répartition des espaces verts et des équipements collectifs. Actuellement, on a d'autant plus de chances d'avoir de tels espaces et de tels équipements qu'on demeure dans un quartier riche. Rien n'empêche la ville d'en aménager dans les quartiers ouvriers et populaires. Il en va de même de l'organisation des loisirs.

La municipalité a comme responsabilité d'installer des conduites d'eau et d'égouts. Cela peut sembler très technique et très peu politique. Or au contraire, la grosseur de ces conduites est en fonction de la hauteur et de l'importance des édifices qu'on prévoit dans un secteur donné.

B — Sources de revenus

Si on se coupe de certains revenus, ce qui est la conséquence du point précédent, il faut s'assurer d'en avoir d'autres. On a vu qu'au niveau de la taxation le pouvoir des municipalités était particulièrement limité. Actuellement sous prétexte d'attirer chez soi des entreprises, on offre souvent des exemptions de taxes à des entreprises qu'un conseil municipal défendant d'autres intérêts n'offrirait pas, ou tout au moins pas aussi facilement.

D'autre part, les villes laissent à l'entreprise privée des sources de revenus qu'elles pourraient prendre à leur compte. Ainsi au lieu de laisser à I.T.T. la possibilité de faire d'énormes profits avec les terrains de stationnement, la ville de Montréal pourrait les prendre en main.

C — Les services publics

La ville de Montréal² dépense 7.5% de son budget, soit \$38,000,000.00 pour le service des incendies. Or il faut vivre dans un quartier populaire pour se rendre compte du nombre effarant d'incendies qui résultent tout simplement de la négligence des propriétaires (en particulier les Trusts) et de l'incurie du même gouvernement municipal qui laisse des maisons barricadées en avant et ouvertes à tout venant en arrière pendant des mois et des années. Une politique cohé-

² Chacun peut regarder le budget de sa ville et faire les mêmes constatations à des degrés divers.

rente au niveau du logement qui ne fait pas intervenir le code du logement uniquement lorsque la ville prévoit démolir des quartiers, réduirait d'autant les incendies et permettrait la survie de quartiers entiers.

D — Un grain de sable dans la roue du pouvoir

Encore là, ce ne sont que quelques exemples montrant les pouvoirs des villes. On aurait pu ajouter la possibilité pour la Ville d'exempter de taxe les coopératives d'habitation dans les quartiers populaires, de subventionner des locataires qui n'arrivent pas à payer leurs loyers comme un règlement de la ville de Montréal inconnu et inappliqué l'y autorise, de traiter les employés municipaux d'une façon juste avec des conditions de travail intéressantes, et surtout de s'entourer d'une équipe de fonctionnaires partageant ces orientations, etc...

Les villes ont suffisamment de pouvoirs pour faciliter l'action des entreprises et sont donc surtout des courroies de transmission de leurs intérêts. Mais elles ont aussi suffisamment de pouvoir pour être un grain de sable qui nuit à ces intérêts et pour permettre au dynamisme populaire d'accéder à un plus grand contrôle de leur ville.

E — La ville: une école populaire

Ce qui a le plus frappé dans le cas de la ville de Bologne, c'est peut-être la constitution des conseils de quartiers, l'accessibilité pour tous à l'information, la participation populaire à la définition de l'aménagement urbain. La ville devient alors le lieu où ses habitants comprennent mieux les rapports sociaux, saisissent comment intervenir dans leur ville, démystifient tout l'appareil bureaucratique et perçoivent qu'ils peuvent avoir du pouvoir.

C'est peut-être la force de la ville de pouvoir plus facilement que les autres paliers de gouvernements impliquer une population dans une orientation donnée. Au lieu d'organiser des jeux olympiques, une ville pourrait mettre sur pied des projets intéressants de conscientisation populaire, décider d'une politique d'action culturelle qui brise la distinction entre culture d'élite et culture populaire et qui engage la population dans un processus de prise de contrôle de tous les aspects de la vie urbaine jusqu'à ses points de contradiction.

Conclusion

Car des groupes de travailleurs organisés prenant le pouvoir des conseils municipaux seraient nécessairement dans une situation de contradiction qui ne rendrait pas leurs tâches faciles.

Dans l'état actuel des choses, le risque est grand que des conseils de quartiers ne soient qu'un vaste mouvement de récupération populaire s'ils ne sont pas situés dans un projet politique plus vaste et à plus long terme qui vise à un contrôle par les travailleurs des moyens de production et de l'appareil de l'État.

Ce mouvement devrait être conscient des contradictions qu'il véhicule. Mais l'organisation politique municipale est peut-être un moyen pour un nombre grandissant de travailleurs d'acquérir le goût du pouvoir, la conscience que cette prise de pouvoir est possible, et de prendre conscience que les problèmes urbains ne sont pas dûs à la personnalité dictatoriale d'un chef ou à ses visions de grandeur mais qu'ils sont situés ailleurs, à d'autres paliers de décision, et que la lutte doit continuer.

Il faut cependant avoir en tête que si Bologne est ce qu'elle est, elle le doit aux luttes ouvrières passées. Son conseil municipal est formé d'une coalition de communistes et de socialistes, ainsi en est-il de son conseil régional. Enfin, l'Italie a eu dans son histoire des gouvernements de gauche qui ont passé des lois dont Bologne peut se servir actuellement.

Comment lire ce dossier

INTRODUCTION: Les enjeux du pouvoir municipal

PREMIÈRE PARTIE: L'analyse du pouvoir municipal

- Qui sont au pouvoir à l'Hôtel de ville?
- Quelles sont leurs professions?
- Quels intérêts représentent-ils?

DEUXIÈME PARTIE: L'action municipale des travailleurs

- Y a-t-il, chez-vous, des candidats représentant les travailleurs?
- Pourquoi se sont-ils présentés?
- Les principaux points de leur programme?
- Comment ils entendent exercer le pouvoir?
- Une fois élus, comment l'ont-ils exercé?
- Qu'est-ce qu'ils sont en mesure de faire?
- Comment se sont-ils organisés au point de vue électoral?
- Quels appuis ils ont eus; où allaient-ils les chercher?
- Quelles questions se posent-ils actuellement?
- Existe-t-il des groupes de citoyens qui exercent une action au plan municipal? On peut se poser avec eux les mêmes questions.

RÉFLEXIONS:

- Les forces et les faiblesses des groupes populaires.
- Quels sont nos rapports avec le marxisme?

Le pouvoir municipal à Hull

*Un .05¢ dans une main,
la matraque dans l'autre*

Marc BONHOMME
Hull

Si l'on voulait résumer rapidement l'analyse du pouvoir municipal à Hull, on pourrait citer le fait suivant: le conseil exécutif (3 membres sur les 9 que comporte le conseil municipal) est composé de deux commerçants locaux et d'un agent d'immeubles spécialisé dans les transactions commerciales! C'est tout dire quelle classe et quels intérêts défend le pouvoir municipal.

Pour approfondir davantage l'analyse, nous allons examiner leur politique d'aménagement de l'espace, problème-clef pour toute ville en agglomération métropolitaine et surtout en agglomération métropolitaine en croissance rapide. Cette politique est elle-même due, d'une part, à la croissance bureaucratique fédérale phénoménale de ces dernières années, occasionnée par le développement des contradictions capital-travail (en termes bourgeois: inflation et chômage) qui nécessitent une intervention accrue et plus centralisée, au dépend des niveaux de gouvernement inférieurs bien souvent. Les gouvernements bourgeois doivent régulariser et réprimer, s'il le faut, ce qui menace la survie du système. Comme exemple, on peut citer la création de nouveaux ministères pour régir des domaines jusqu'ici non touchés par le secteur "public" (Environnement, Corporations et Consommations dont Hull a eu l'hon-

neur d'hériter¹, Sciences et Technologie, Affaires urbaines...) et la croissance de d'autres plus traditionnels, comme le Travail, la Santé et le Bien-Être Social.

D'autre part la croissance urbaine, dans l'Outaouais québécois en particulier, s'explique aussi par la volonté politique d'Ottawa d'intégrer cette région à la soi-disant "région de la Capitale nationale",² ce qui veut dire investissements massifs dans l'Outaouais mais particulièrement dans son centre, Hull, pour bien marquer dans l'espace le contrôle direct de cette région par le gouvernement de la bourgeoisie canadienne (35% des nouveaux investissements en édifices, 35,000 fonctionnaires à Hull en 1985 pour une ville de 65,000 habitants!). Comme corollaire à ces investissements, un nouveau réseau routier centré sur Ottawa et surtout d'importants investissements "privés" en bureaux, commerces et habitations luxueuses par les trusts de la ville (Cadillac-Fairview, Campeau) qui, avant 1970, n'avaient que faire d'une petite ville provinciale basée sur l'industrie stagnante (nos forêts une fois pillées par la CIP et la Eddy-Westion) des pâtes et papiers. Heureusement que notre bon papa Trudeau est venu sauver ses enfants de la misère pour nous épargner le sort des Drummondville, Sherbrooke ou Saint-Jérôme!

Mais il s'agit d'analyser le pouvoir municipal, ou si l'on veut, de situer la petite bourgeoisie locale que ce pouvoir incarne vis-à-vis leurs grands frères "canadian" et surtout vis-à-vis le peuple, en particulier les prolétaires que tout ce beau monde dirige et domine. C'est avec une joie délirante que commerçants, petits entrepreneurs et professionnels locaux accueillent cette manne d'investissements, ce beau "progrès", cette magnifique "rénovation urbaine", et vive les affaires! vive les profits!... surtout quand on a des commerces dans un centre-ville pérorclitand et que l'on voit poindre à l'horizon la terre promise d'un mail recouvert entre le pôle à Cadillac et le pôle à Campeau, tous deux rentabilisés, pour le plus grand bien du public bien sûr, par le grand frère d'Ottawa et par un petit coup de pouce du petit dernier à Québec, n'est-ce pas M. le Maire Rocheleau?

¹ Pas question de situer à Hull des ministères-clefs tels: Finances, Justice, Relations extérieures, Défense Nationale!

² On devine les raisons de cette volonté politique: contrer la montée indépendantiste au Québec en favorisant l'unité nationale pour le plus grand bien de la bourgeoisie canadienne par une capitale symbolisant la beauté des deux cultures vivant harmonieusement ensemble.

Bien sûr, ça ne va pas sans inconvénient. Il faut renoncer à son petit pouvoir sur son petit bout de territoire et laisser la "Commission de la Capitale Nationale (C.C.N.) planifier l'aménagement du sol et par là tout l'avenir socio-économique et même culturel, planification d'ailleurs qui se garde bien de prendre le contrôle des appareils locaux et qui se contente d'être effective à coup de cent millions (vous savez, ce genre d'offre "qu'on ne peut pas refuser"!)). Il faut bien employer aussi un peu plus souvent qu'avant une langue qui n'est pas la sienne mais, comme on dit, l'argent n'a pas de couleur ni d'odeur. Donc, pour l'essentiel ça va. De temps à autre, une pointe malveillante, un discours à l'emporte-pièce, surtout quand on est échevin et qu'on aspire à de plus hautes fonctions, mais c'est tout.

Et le peuple?

Et le peuple? Et les prolétaires? Comme l'a dit savamment la Chambre de Commerce dans un de ses mémoires, la population de Hull est prête à endurer des "sacrifices" pour accueillir le "progrès". On sait qui les fait ces sacrifices: pas les auteurs du mémoire. Les usines sont dans le chemin: à terre les usines!... une fois les propriétaires bien engraisés avec l'argent de nos taxes. C'est 90% à 95% des emplois industriels qui disparaîtront de Hull d'ici 1985 en commençant par la E.B. Eddy (59% des emplois). Imaginez qu'en dix ou quinze ans, on supprime toutes les industries de Montréal. Les quartiers populaires sont de trop, et hop les quartiers populaires. "L'Île de Hull disparaîtra d'ici dix ans", a dit Oswald Parent, ministre de l'Outaouais à Québec,³ au début de cette année, lors des élections municipales pour mettre un terme au surenchérissement des assurances des candidats qui n'en finissaient plus de promettre de mettre fin aux expropriations, pressés qu'ils étaient par les candidats et le programme de "Logement-va-pu", l'organisation populaire de quartier formée à partir de l'exploitation des travailleurs par le logement. C'est comme si, en dix ans, on voulait supprimer Pointe-Saint-Charles, Hochelaga-Maisonneuve, Centre-

³ Pour ceux qui avaient encore conservé quelque illusion à ce stage-ci sur la volonté de Québec d'opposer une alternative à Ottawa pour que l'Outaouais ne devienne pas un second Labrador. Comme on dit par ici, Hull c'est le trou-de-cul de la province (si vous ne le voyez pas, regardez une carte du Québec et ayez un peu d'imagination).

Sud... d'une claque. Les travailleurs grondent et leurs éléments les plus conscients s'organisent, comme en témoigne la formation du comité "Là-j'm'en-va-pu".

Et c'est là que les autorités municipales sont bien utiles aux classes dominantes: pendant que les grands frères discutent profondément et font de grandes choses, les petits frères s'occupent des petits tanants. Quand les tanants n'en demandent pas trop, on leur donne un suçon ou un cinq cents (gracieuseté des grands frères d'ailleurs) et s'ils exagèrent, alors une bonne fessée! Des logements sociaux et indemnités, ça se donne toujours; mais remettre en question les grands projets de ces messieurs, c'est remettre en cause le primat de la circulation des marchandises sur les besoins de l'homme, donc le profit, donc leur système.

Notre foi en la Bonne Nouvelle

Pouvoir municipal, provincial, fédéral, trust de la ville, grandes chaînes de magasins...: différentes facettes d'une même exploitation, d'une même domination, bien articulée pour mieux nous confondre. Nous sommes infiniment peu nombreux à être suffisamment liés au peuple pour compatir à sa souffrance et en même temps saisir les mécanismes de son exploitation. Cette conscience pratique et théorique, liée à notre foi en la Bonne Nouvelle de Jésus qu'un monde nouveau de fraternité et d'amour est en train de se bâtir sous l'inspiration de l'Esprit, nous oblige à une lutte sans merci pour que justice soit faite, quitte à nous perdre nous-mêmes. Ce terrible fardeau, pourtant si léger, nous invite à nous regrouper sur cette base pour ensemble s'instruire, réfléchir, prier et célébrer pour l'amour de nous-mêmes qui voudrions rester fidèles jusqu'au bout, pour l'amour de notre combat qui doit éviter le cul-de-sac de la colère et de la violence, pour l'amour de l'immense peuple des souffrants que Jésus a tant aimé et finalement pour l'amour de l'Église qui se fourvoie dans tant de culs-de-sac, anciens et nouveaux.

Le profit au pouvoir

Farnham

Jean-Paul TESSIER
Maurice GAUDREAU

Chevaucher le pouvoir municipal, c'est un carroussel qui permet de voir en tournant toujours, toutes les possibilités "intéressantes" et de laisser en passant, un ou quelques amis aux différents endroits stratégiques. Ces amis, après avoir examiné les situations, promu les intérêts de leurs mandataires, reviennent au carroussel où les attendent, toujours fidèlement dévoués au bien commun, le port altier, l'œil vif et le front haut, leurs maîtres, édiles municipaux.

Anonymement, de la foule des admirateurs, les messagers rendent compte de leur mission et reçoivent leurs nouvelles instructions... par signes, par signes de piastres, bien entendu.

Farnham

Farnham est une petite ville de 6,500 habitants située à 40 milles au sud de Montréal. Ancien centre ferroviaire, cette ville cosmopolite concentre son industrie surtout dans le textile. Sa mentalité demeure traditionnelle et rurale et son développement modéré. Si Farnham peut être connue aujourd'hui, ce sera sans doute par son camp militaire. Il n'est pas nécessaire de souligner la Commission d'enquête sur l'administration municipale de cette ville, déposée le 26 juin 1975...

À Farnham comme partout ailleurs, le pouvoir y exerce un attrait irrésistible pour une certaine classe de gens. Ici, ce sont les hommes d'affaires. Qui sont ces hommes? Pourquoi veulent-ils le pouvoir? Et comment réussissent-ils à s'en emparer puis à le conserver?...

Qui sont ces gens?...

Vu le type de développement et la mentalité de la population, ce sont les hommes d'affaires qui ont le plus d'intérêt à détenir ce pouvoir. Ce qu'ils font avec brio d'ailleurs!...

Avant de parler de ces gens en "selle" à Farnham, il faut raconter l'histoire de la Société Revenex.

Revenex est une société qui a acheté un immeuble pour le louer... avec profit, bien sûr! La Société des Alcools du Québec en a loué une partie. Mais vu que la SAQ avait besoin d'une remise supplémentaire, Revenex la lui a fait construire sur le terrain de la ville, sans permis. La Commission d'enquête dira délicatement: "avec possibilité d'empiètement sur le terrain de la ville" (p. 48-49). La société Revenex était dirigée à ce moment-là par le maire et l'échevin-avocat (p. 48).

Au moment de la dénonciation du passe-passe avec la SAQ, le maire s'est débarrassé de ses actions en les vendant au grand ami de l'échevin-avocat, ami qui exploite le lucratif contrat des vidanges pour la ville.¹

M. LE MAIRE "PAS PROBLÈME!"

"Pas problème", est la réponse à toutes les questions qu'on lui pose.

Monsieur le Maire est un homme d'affaires dont le garage a été bâti avant l'émission du permis de construction" et dont la loi du 25 pieds de recul de la rue n'a pas été respectée (p. 47). Il "possède" au nom de sa femme deux maisons de rapport construites pendant son deuxième terme à la mairie. Les terrains ont été achetés à ce moment-là aussi. Dans un cas de soumission pour l'asphalte dans la ville, la Commission d'enquête parle "d'un cas flagrant de favoritisme" (p. 60). Quant au "cas d'échange de terrains entre le maire et sa ville",

¹ Contrat d'autant plus lucratif que la ville, sous les "directives du maire et d'un certain conseiller", a fait effectuer aux frais des contribuables des travaux de réfection et d'entretien d'un chemin qui relevaient du contrat (p. 63).

L'ascension de ce Monsieur dans le ciel de la finance est assez spectaculaire. En 2-3 ans, il devient co-proprétaire de plusieurs maisons. Même que quelques-unes sont déjà promises à la démolition dans un ambitieux projet de rénovation urbaine!

qu'il soit référé "au Ministre de la Justice pour examen et action appropriée, s'il y a lieu", recommande la Commission d'enquête (p. 83-84).

Références laissées sans suite: l'ancien ministre de la Justice avait sans doute d'autres chats plus gros à fouetter et l'actuel ministre n'a pas de fouet du tout. Une fois de plus, M. le Maire a raison: "Pas problème!"

L'ÉCHEVIN-AVOCAT

Il est actionnaire de la Société Revenex avec laquelle transige la Ville. Propriétaire de plusieurs immeubles, il a acheté l'ancienne Caisse populaire. Immédiatement après l'achat, l'évaluation municipale a baissé de plusieurs milliers de dollars. La raison: on a enlevé le coffre-fort! Ensemble, on y gagne! Enfin, il exploite le permis très lucratif de distribution de Loto Perfecta.

L'ÉCHEVIN AUX LOISIRS...

Un échevin, bien sûr, est le délégué du Conseil de Ville aux Loisirs. Qui est-il?...

C'est un homme d'affaires (!) propriétaire d'un commerce d'articles de chaussures et de sports. Il est dans l'organisation d'une équipe de baseball, Les Braves. C'est un ancien président de ligue de hockey.

Le restaurant de l'aréna opérait à profit. Le Conseil l'a "donné à concession" à un grand ami de l'échevin délégué aux Loisirs. La Commission d'enquête se demande bien pourquoi (p. 35).

Il est actionnaire de la Compagnie Socoma qui se spécialise dans la vente de maisons. Il possède des actions aussi dans Les Placements Missisquoi qui fait l'achat de terrains. Les Aménagements Industriels Ltée dont il est le fondateur transige avec la ville en achetant, par exemple, un terrain sur lequel on érige une maison qu'on loue à une nouvelle compagnie. Après coup, la ville peut décider de vendre ou de ne pas vendre de terrain à la Compagnie, peut modifier les règlements de zonage, etc. Avec un ami, cet échevin a acheté un terrain pour l'exploitation d'un Parc de roulottes (Règlement 286). Et il est Président du Club des Lions.

L'ÉCHEVIN-POTEAU DU DÉPUTÉ

Elle est ménagère, organisatrice libérale et grande amie du député Jacques Tremblay. Elle a demandé avec d'autres citoyens l'enquête sur l'administration municipale de sa ville; cette action servira-t-elle à faire sauter le maire et un échevin² qui sont en guerre avec le député?

Cet échevin-poteau du député fait partie d'à peu près toutes les organisations de bénévolat de la ville. Elle est une image, ou donne une certaine image de l'administration municipale. Elle est militante dans la Croix Rouge (sa sœur en est Présidente), elle participe au Centre de bénévolat, aux Fermières, aux Filles d'Isabelle, à l'Age d'or, à l'AFEAS, etc.

Elle sait se faire du capital politique en soutenant de ses influences les organisations sociales traditionnelles.

L'ÉCHEVIN-COURTIER D'ASSURANCES

Les assurances couvrant les risques de la Ville de Farnham rapportent à l'échevin-courtier. "Et ce, en vertu d'une pseudo-résolution qu'il a été impossible de retracer", précise la Commission d'enquête (p. 37). Ce cas également est référé au Ministre de la Justice (p. 84).

Les deux autres échevins-hommes-d'affaires ont respectivement le contrat des autobus scolaires et un marché d'alimentation.

Pourquoi veulent-ils le pouvoir?...

Les hommes d'affaires connaissent mieux les lois et savent davantage comment glisser sur elles et même les détourner. (Exemples: Rapport de la Commission d'enquête, p. 44, 47, 49, 50 (3 cas), 59, etc.). Ils peuvent faire passer une foule de dépenses par la "petite caisse" et faire quadrupler le montant dont elle dispose normalement (p. 41 ss). Ils sont capables de grosses organisations politiques. Ils entrent plus facilement dans tous les clubs sociaux ou peuvent y placer leurs

² On dit qu'ils voulaient être candidats libéraux aux dernières élections provinciales mais qu'ils furent rejetés avant même la tenue de l'assemblée publique. "On" leur a préféré un homme du comté voisin, plus précisément de la ville de Sorel... la patrie de Mme Andrée Bourassa.

poteaux. Ils sont davantage au courant des développements futurs de la ville à cause des études et projets municipaux à long terme. Ils connaissent plus précisément la valeur des terrains, valeur actuelle et future. Ils peuvent passer les règlements de zonage qu'ils veulent et les faire changer aussi. Etc.

La population en général et les travailleurs en particulier, se sentent démunis devant la jungle des lois. De plus, le préjugé favorable aux hommes d'affaires — bonnes idées, études plus avancées, expérience, etc. — défavorisent les travailleurs en général. Ce préjugé est subtilement mais efficacement entretenu par le système qui veut se reproduire par ses semblables. Le système ne sait pas que les mariages consanguins engendrent des monstres!... C'est peut-être ce qui explique l'absence de la population aux assemblées municipales!

Comment se faire élire et demeurer au pouvoir?...

On se fait élire sur une image et non sur un contenu. Il s'agit d'éviter les vrais problèmes, de flatter dans le sens du poil et d'endormir le monde. Une fois élu, il s'agit de garder son monde endormi. On retient l'information, on la colore ou la fausse. Et on s'organise pour que les gens se désintéressent de la chose municipale.

Du côté de la population, joue toujours et très fort le vieux préjugé favorable à tout professionnel ou homme d'affaires. Et les Messieurs en question ont un bon laps de temps pour placer leurs hommes aux bons endroits, s'installer confortablement au pouvoir avant que les gens se posent trop de questions, ensuite, ce sera l'opération-charme, camouflage et somnifère.

Autre principe qui joue fortement sur la population, c'est la couleur du Gouvernement à Québec. Si c'est rouge à Québec, ça doit être rouge à la Municipalité. Le changement se fait, sinon complètement du moins en grande partie, à l'élection municipale qui suit immédiatement l'élection provinciale. Ceci pour obtenir les faveurs du député: subventions (même si ce n'est pas lui qui les accorde), impressions de puissance et ficelles.

Autre moyen: contrôler les organismes sociaux et entreprises en plaçant des personnes aux endroits stratégiques. Que ce soit la Jeune Chambre de Commerce, la Commission scolaire, la Caisse populaire, les Loisirs, les Clubs comme les Lions, Yamaska, Les Chevaliers de Co-

lomb, les Filles d'Isabelle, les Fermières, l'AFEAS, le Bénévolat, etc. Le but: connaître les groupes et individus, être au courant des dossiers s'il y a lieu et sortir toute information susceptible de favoriser ses intérêts personnels ou ceux de son groupe. Dans une étape subséquente, on en arrive ainsi à utiliser ces groupes à des fins politiques et personnelles, c'est-à-dire financières. Le tout, bien sûr, au nom du bien commun et du mieux-être de la collectivité. Tandis qu'en réalité, il n'y a qu'une recherche effrénée du pouvoir avec tout ce que ça comporte de prestige, d'influences... et de graissage.

En résumé, il s'agit de s'entourer d'une bonne équipe d'amis sûrs, d'espions et de délateurs, au nez sensible à toute odeur de profit.

L'opposition

Il y a deux sortes d'opposition. La première: une ou un groupe de personnes en minorité qui veut le pouvoir. Pour en faire quoi?... Exactement ce qu'en font les personnes qu'elles dénoncent. C'est comme passer du rouge au bleu et du bleu au rouge. Les personnes changent, la corruption demeure: c'est prévu par le système.

La deuxième sorte d'opposition est celle qui dénonce la corruption non pour prendre la place des corrompus mais au nom de la justice. C'est cette deuxième sorte d'opposition qui est perçue comme éminemment dangereuse. C'est le coup de pied dans la fourmilière: c'est la panique suivie de l'opération-sauvetage.

Alors commenceront les pressions à peine camouflées, les boycottages et enfin une répression "franche" et efficace à tous les niveaux, surtout si la personne ou le groupe concerné s'entête à questionner et à dénoncer.

C'est ici que tous les poteaux placés aux endroits stratégiques, ainsi que tous les organismes noyautés joueront leur plus grand rôle. La perte de leurs intérêts, de leurs profits ou de leur face rend ces gens-là très débrouillards et particulièrement efficaces.

Le comité de citoyens d'action municipale

Ce Comité de Citoyens existe depuis un an et demi environ. Quand il est né, la majorité des membres de l'exécutif était péquiste. Afin de présenter une image plus élargie du Comité, on a décidé de

prendre des gens de toute allégeance politique. Certains se demandent maintenant si ce ne fut pas une erreur puisque le Comité a semblé être manipulé par le Parti libéral. Est-ce que toutes les tentatives d'épuration et de justice seraient toujours étouffées et récupérées par le Pouvoir?...

Conclusions

Nos conclusions sont les suivantes. Dans notre région, tout est coloré par la politique partisane. Il s'agit de se graisser ou de graisser le système... S'engager socialement, c'est toujours toucher la dimension politique, c'est toujours risquer de se "salir"... ou de se faire salir. Mais vaut mieux avoir des mains sales que de ne pas en avoir... et des blanches.

Du côté de la participation du public, c'est comme toujours et partout ailleurs, il faut participer. Le plus beau système s'il n'est pas surveillé se détraque un jour ou l'autre. La participation est l'unique chemin de la démocratie.

Enfin, quant aux lois municipales, elles se doivent d'être précises pour empêcher les abus. Le code d'éthique promis par le Ministre Goldbloom des Affaires municipales doit *efficacement* empêcher les conflits d'intérêts. C'est sans tarder que ce code doit être voté à l'Assemblée nationale et mis en application. En ce domaine particulièrement corrompu des Affaires municipales, on ne peut plus se contenter des habituels vœux pieux de l'angélique ministre Goldbloom, vœux et ministre tellement pieux qu'on pourrait en faire une clôture.

* * *

Au verso

L'histoire de Victoriaville

Victoriaville

Raymond Roy
Victoriaville

Il s'agit de quelques traits de l'histoire de Victoriaville. Rien de plus.

"L'avenir de Victoriaville, (c'est-à-dire: son développement économique et sa vocation de ville de province) s'est joué aux alentours de 1944 quand il s'est agi de placer ou de déplacer la route Trans-Canada. Après ça, il n'y eut plus d'enjeu."

Ainsi s'exprime l'un des hommes le plus au fait de la petite histoire politique de Victoriaville.

Cette petite ville écartée entre Montréal et Québec est celle qui a l'honneur (parmi les villes de même importance au Québec) d'occuper la dernière place quant aux salaires payés, et l'avant-dernière place pour tout le Canada. Juste avant Moncton (N.-B.).

Le taux de chômage officiel est de 11.5%, (réel, de 15 à 16%). 11% de la population est bénéficiaire de l'Aide sociale, et le revenu moyen per capita est de 30% inférieur à la moyenne nationale.

Meubles, vêtements, services hospitaliers: voilà à la fois sa richesse et sa pauvreté.

Si les dynasties commerçantes et industrielles (Auger, Létourneau, Gagné, Arcand, Jutras, St-Pierre) n'ont jamais freiné, à proprement dit, le développement de la ville, elles y ont établi un solide pouvoir, renchaussé de toute la puissance ecclésiastique du règne très long de M^{gr} Milot.

Depuis au moins trente ans le pouvoir municipal a toujours été du même parti que le pouvoir provincial. Ainsi s'explique l'accord tacite

de la ville aux déplacements successifs du tracé de la Trans-Canada et le peu d'agressivité des représentants auprès du pouvoir gouvernemental pour l'obtention de programmes d'envergure.

L'histoire de Victoriaville c'est un peu l'histoire des petites villes qui manquent souvent l'autobus. Si ce n'est pas toujours par connivence du pouvoir, il arriverait parfois que c'est par naïveté, sous la pression de certaines forces extérieures de persuasion.

Ainsi l'arrivée récente des capitaux japonais dans l'industrie du vêtement change passablement les perspectives de cette industrie dont Victoriaville s'est toujours "enfierrée".

La grève célèbre du meuble, en 1948, a été une victoire certaine du monde ouvrier, mais l'ampleur qu'on lui a donnée au plan provincial et les durcissements qu'elle a provoqués a essoufflé les forces ouvrières à Victoriaville. Le pouvoir ouvrier par la suite s'est lentement acheminé vers la C.S.D. qui trouve à Victoriaville l'un de ses châteaux forts.

Des dirigeants syndicaux (parfois non-citoyens de Victoriaville) ont affermi un pouvoir incontesté par les ouvriers jusqu'à récemment; mais un pouvoir qui ne s'est pas défini carrément et n'a rien créé de nouveau.

Au conseil de ville, les quelques représentants des ouvriers (aucun n'a jamais été maire) paraissent avoir beaucoup contribué à la "bonne entente et à l'harmonie" entre patronat, pouvoir municipal et monde du travail.

Il est clair cependant que leur présence à l'Hôtel de Ville a contribué aux efforts de la Coopérative d'habitation de Ste-Famille. Grâce à cette coopérative, typiquement ouvrière, des quartiers entiers de la ville ont été bâtis pour les travailleurs. Tellement que — cas unique au Québec — Victoriaville compte plus de propriétaires que de locataires.

Mais ce pouvoir se perd maintenant, puisque neuf individus ou groupes d'hommes d'affaires, contrôlent 90% des terrains disponibles.

Nos petites villes de 25,000 habitants — c'est le cas de Victoriaville — n'échappent pas aux difficultés engendrées par la proximité du pouvoir et l'interférence d'intérêts particuliers solidement représentés au conseil municipal.

Le maire et les conseillers sont souvent, en même temps, des personnages importants et influents autour desquels se polarisent les pouvoirs des clubs sociaux, dont ils arrivent à orienter les courants de pensée et les campagnes annuelles.

Ce n'est pas fatalement mauvais; mais à Victoriaville, des projets de rénovation urbaine, de parcs industriels, d'aménagements particuliers ne sont pas toujours passés par un concensus où les ouvriers et les simples citoyens ont eu leur part de consultation.

Ainsi, le projet du boulevard Jutras, dans les années 50, avait été battu par référendum, mais il s'est fait pareil. Plus tard, en 1971, un autre référendum avait fait obstacle à des projets de loisirs municipaux qui se sont faits quand même. De vastes travaux récents d'aménagement des eaux ont été exécutés sans appel à la population.

Dans notre système, beaucoup de choses "vont de soi". Par exemple, il importe peu que le monde ordinaire réfléchisse et analyse ses propres besoins. Il "va de soi" que des gens de l'extérieur viennent à Victoriaville implanter un centre d'achats qui augmentera de 10 à 12% la consommation et cela, sans aucune espèce de consultation.

Le besoin: on le crée et ensuite on en fait la preuve en orchestrant toute une série de mesures, qui "vont de soi" elles aussi. Négociations par-dessus ou à l'insu de la population, obtention de permis, publicité extravagante, — ingérences des pouvoirs gouvernementaux, etc...

Très mal servie par les media d'information locaux, la population (et le monde ouvrier en particulier) se voit continuellement refuser un pouvoir d'analyse sain et éclairé.

Dans notre ville depuis des années, la presse a comme rôle de désamorcer, de faire diversion et de poser le focus de l'information sur des voies d'évitement et non d'éclairer les véritables enjeux.

D'ailleurs, les accessions au pouvoir municipal se font à partir de diversions telles que loisirs, parkings, réductions (ou non-augmentations) de taxes, intérêts de quartiers, mais jamais, jamais en se référant aux problèmes sociaux fondamentaux: vie ouvrière, prépondérance de services existentiels (logement, nourriture, etc...); ou encore elles se font à partir de projets secrets qui se fabriquent à Toronto ou Wall Street et qui engageront l'avenir pendant longtemps.

En filigrane s'édifient de grandes fortunes et de petits empires sous le slogan: "Encourageons les nôtres".

Une ville comme les autres

Victoriaville n'est pas une ville "pire" que les autres de même taille. Elle compte plusieurs "beaux embellissements" comme on dit; mais à quel prix et pour qui?

Il importerait de fouiller à fond la petite histoire des conseils municipaux pour faire la preuve évidente des intérêts pyramidaux des pouvoirs professionnels, familiaux ou commerciaux qui n'ont jamais manifesté une philosophie sociale basée sur la libre expression d'une population à laquelle, par tous les moyens possibles, on refuse un pouvoir d'analyse légitime.

Et ce même monsieur qui faisait l'affirmation au début de cet article n'est pas loin de penser que maintenant l'avenir économique et géographique de Victoriaville dépend du renom, de la "fama" que pourraient lui donner Jean Béliveau et Gilbert Perreault.

Ne reconnaissant pas de dynamismes internes aux forces ouvrières, ni de possibilités de ramasser ensemble les énergies des citoyens vers un but commun, Victoriaville devrait, selon lui, miser sur ces deux joueurs célèbres.

Il affirme même que le pouvoir ouvrier à Victoriaville "pèse pas gros dans la balance".

Connaissez-vous l'histoire de votre ville?

Quel rôle les travailleurs y ont-ils joué?

Quelle place y prennent-ils actuellement?

Dossiers encore disponibles

- | | |
|---|--------------------------|
| No 81 — Ces militants, qui sont-ils? | <input type="checkbox"/> |
| 82 — Le travail des hommes | <input type="checkbox"/> |
| 83 — Où va le travail humain? | <input type="checkbox"/> |
| 84 — L'éducation populaire, mythe ou réalité? | <input type="checkbox"/> |
| 85 — Solidarité multinationale des travailleurs | <input type="checkbox"/> |
| 86 — Les fêtes et la culture populaire | <input type="checkbox"/> |
| 87 — Culture populaire et liberté | <input type="checkbox"/> |
| 88 — Les conditions de travail et la vie familiale | <input type="checkbox"/> |
| 89 — Le conflit du Pavillon St-Dominique | <input type="checkbox"/> |
| 90 — Quand l'employeur est l'Église | <input type="checkbox"/> |
| 91 — Les chrétiens et le monde ouvrier | <input type="checkbox"/> |
| 92 — L'alimentation et l'entreprise privée | <input type="checkbox"/> |
| 93 — Les ouvriers prennent en charge leur usine | <input type="checkbox"/> |
| 94 — Le marché "noir" du travail | <input type="checkbox"/> |
| 95 — Le sang des ouvriers: les accidents du travail | <input type="checkbox"/> |
| 96 — La politique et l'Évangile | <input type="checkbox"/> |
| 97 — Front commun de tous les travailleurs | <input type="checkbox"/> |

Prix: \$1.00 l'unité.

Total

Je désire m'abonner à **Dossiers "Vie ouvrière"**

pour un an: \$6.50 pour deux ans: \$12.00

La revue publie 10 dossiers par année

Nom:

Adresse:

.....

Retourner à: **Dossiers "Vie ouvrière",**
1201, rue Visitation, Montréal H2L 3B5

L'aéroport Mirabel

ou

Quand "le progrès" déporte une population

Le Centre d'Information et d'Animation communautaire (C.I.A.C.) de Ste-Scholastique faisait parvenir une invitation aux groupes populaires et à toute la population du Québec à un vaste ralliement de solidarité à Ste-Scholastique pour les 8-9-10 août derniers auquel ont participé plus de 15,000 personnes venant de tous les coins du Québec. Nous reproduisons ici cette invitation qui donne le sens de cette manifestation, de même que la déclaration d'un groupe populaire qui situe cette manifestation dans l'ensemble des luttes urbaines et rurales au Québec.

N.D.L.R.

“Sauvons nos terres agricoles”

Depuis quelques années, il est courant d'assister à la mise en chantier de vastes projets gouvernementaux dont le but principal est d'assurer le surprofit des monopoles. C'est ainsi qu'il faut interpréter des projets tels ceux de la Côte-Nord, de la Baie James, de Sainte-Scholastique...

À Ste-Scholastique, le gouvernement a exproprié 5 fois plus grand que l'espace requis pour la construction d'un aéroport géant, soit 93,000 acres au lieu de 18,000 acres. Cette expropriation massive s'est effectuée dans le but de protéger l'espace nécessaire à l'industrie qui pourrait y venir de même qu'à l'infrastructure qui pourrait la servir.

Mais l'expropriation de Ste-Scholastique signifie aussi la destruction des meilleures terres agricoles du Québec, lesquelles se font de plus en plus rares. C'est ainsi que dans la seule période de 1941 à 1971 l'expropriation a réduit la population agricole de 26% à 5.6%. Aujourd'hui la population agricole est estimée à 1.5% de la population active.

Si on est insensible à cet état de chose c'est que chaque jour nous fournit notre pain. Mais le processus est entamé. Une fois tous les petits producteurs éliminés, les monopoles pourront à leur guise fixer les prix. Il sera alors trop tard.

IL FAUT RÉAGIR

Les expropriés de Ste-Scholastique comptent sur votre appui afin que les terres collectivisées au nom de l'intérêt public soient conservées à des fins agricoles et qu'elles ne soient pas livrées aux appétits voraces des spéculateurs. Il y va de l'intérêt à long terme de tous les travailleurs et de toute la population.

Nous comptons sur votre appui et surtout sur votre présence afin d'assurer le succès de ce ralliement de solidarité.

La C.I.A.C.

Expropriés de Hull, Mirabel et de tout le Québec: une même lutte

*Déclaration du
COMITÉ LOGEMENT-VA-PU de Hull,
au ralliement de solidarité de Ste-Scholastique*

C'est par solidarité avec la juste cause des expropriés de Mirabel que des membres du comité Logement-Va-Pu et des comités de quartier ainsi que d'autres groupes populaires, participent à la fête organisée par les expropriés de Ste-Scholastique. Cette fête se veut un ralliement de solidarité de tous les travailleurs du Québec expropriés ou menacés de l'être. C'est pourquoi les travailleurs de Hull, où sévit particulièrement ce fléau social qu'est l'expropriation avec destruction sauvage des quartiers populaires, entendent bien y être présents et fraterniser avec ceux de Mirabel, de Forillon, de la rue St-Norbert à Montréal, du quartier St-Sauveur à Québec, du quartier Centre-Sud à Sherbrooke, etc.

Pour nous, ce ralliement est l'occasion d'affirmer que nous considérons la lutte que nous menons à Hull pour la sauvegarde des quartiers populaires comme faisant partie de la même lutte que mènent tous les travailleurs du Québec victimes ou menacés d'expulsion et de déportation. Contrairement aux prétentions des technocrates de la C.C.N., ce n'est pas à quelques "intérêts locaux" que se heurte leur soi-disant point de vue national; ce qu'ils affrontent ici, c'est le bataillon local d'un vaste front national qui est en train de se constituer, celui des travailleurs victimes ou menacés d'expropriation, qui de plus en plus s'organisent dans chaque région du Québec, à la ville comme à la campagne, et vont maintenant exprimer leur solidarité à Mirabel.

Car partout, ceux qu'on appelle les "victimes" du soi-disant progrès sont toujours les mêmes: la classe des travailleurs, qu'ils soient ouvriers, cultivateurs, employés, chômeurs, assistés sociaux, ménagères,...

Partout, ce n'est pas sur les "Westmount" ou les "Ste-Adèle en haut" que les puissances politiques et financières lancent leurs bulldozers, mais bien sur les "Ile de Hull" et les "Mirabel".

Partout le "progrès" des autres signifie pour les travailleurs la perte de leur emploi, pour les ouvriers d'usine (Eddy) comme pour les travailleurs de la terre (agriculteurs de Mirabel).

Partout les expropriations et expulsions, que ce soit par l'État ou par l'entreprise privée, sont synonymes de crise du logement, de destruction de quartiers populaires et de la vie de quartier, de déportation massive et de dispersion des travailleurs hors de leurs quartiers et de leurs villages.

Partout les procédures d'expropriation veulent dire: menaces, chantage, mensonges, coupures de gaz et d'électricité, indemnités ridicules, appauvrissement, maladies nerveuses et même pour certaines personnes âgées, la mort.

Partout aussi, les travailleurs affrontent les mêmes ennemis: la classe des capitalistes avec leurs principaux représentants que sont les différents gouvernements, surtout le gouvernement fédéral qui par ses agences (C.C.N., ministère des Travaux Publics) profite des expropriations et de l'aménagement du territoire pour accroître encore les sources et les symboles de sa puissance et écraser davantage les gouvernements inférieurs.

Partout ces mêmes gouvernements servent finalement les intérêts de quelques super-trusts à millions, comme les trusts immobiliers (les Cadillac-Fairview, les Campeau), ou les monopoles industriels financiers, commerciaux, hôteliers, dont à même les fonds publics, ils rentabilisent les opérations par la construction d'autoroutes, d'égouts, par la location de terrains et l'aménagement de parcs industriels, etc.

Partout ces gouvernements font le jeu de quelques gros commerçants locaux ou de quelques parasites sociaux comme les spéculateurs fonciers (Lalor), les agents d'immeubles ou les marchands de taudis.

Mais partout enfin, en plein cœur des villes comme à la campagne, des travailleurs ont décidé de se lever, de se regrouper et de ré-

sister. Partout, à Mirabel, à Forillon, à Montréal, à Québec, en Abitibi, à Sherbrooke, dans le bas du fleuve, à Hull, ils proclament: "les travailleurs ont le droit de vivre sur terre et d'y travailler dans leurs quartiers, dans leurs villes, dans leurs villages. Au nom de quoi une poignée de technocrates et de trusts décide-t-elle de déplacer des populations entières et d'aménager leur coin de terre à leur guise, si ce n'est au nom de leurs profits? Les expropriations et les expulsions ne sont pas un cataclysme naturel: on peut et on doit les empêcher. Bien plus, ce que nous réclamons c'est le droit de sauvegarder et de récupérer nos quartiers et nos terres, et le droit de décider nous-mêmes collectivement comment les aménager, comment nous voulons y vivre et y travailler. Face aux puissances politiques et financières qui nous oppriment, ce droit nous n'avons pas à le quémander mais à le prendre. Solidaires et organisés, les expropriés d'aujourd'hui pourront être les auteurs de leur propre progrès."

Le 8 août 1975

Au verso

Nos villes sont-elles gouvernées démocratiquement?

F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie

QUÉBEC, 245, rue Du Pont Spécialité: ascenseurs
MONTRÉAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262
Tél.: 389-2258

Absence de contrôle démocratique de nos villes

André L'HEUREUX
Action Politique
CSN

Depuis sa création en 1968-69, le secrétariat d'action politique favorise le contrôle des municipalités par les travailleurs du Québec.

—Ce serait normal, puisque les travailleurs sont l'immense majorité au Québec.

—Ça constituerait un début de démocratisation à ce niveau.

Nous avons publié, en 1969, "l'occupation" des conseillers de Montréal. Or, nous constatons que sur 49 conseillers municipaux de la ville de Montréal, 44 (90%) étaient des professionnels, marchands ou industriels, dans une ville composée d'au moins 80% de travailleurs qui dépendent d'un salaire pour vivre. Et parmi les 5 conseillers salariés, il s'agissait de cadres ou d'individus beaucoup plus identifiés aux intérêts de notre pseudo-élite qui a usurpé depuis des générations la direction de tous les niveaux politiques.

S'il est vrai que démocratie signifie contrôle populaire, nos villes ne sont pas démocratiques de par les intérêts personnels et de classe qui guident ceux qui contrôlent nos villes.

Or, le prix que paient les travailleurs et la collectivité québécoise pour cette absence dans les centres de décisions est énorme: dans la vie quotidienne, pour nos enfants, pour nos familles, pour la collectivité québécoise, pour son économie, pour la qualité de notre vie démocratique, sociale et culturelle.

Nos villes sont contrôlées par le commerce et la spécialisation sous toutes ses formes. Regardez-les l'une après l'autre: le modèle est à peu près le même partout.

Une ou de grandes artères commerciales sont construites aux frais de la masse des citoyens — c'est-à-dire des travailleurs — sur lesquelles sont installés les grands monopoles qui contrôlent notre pouvoir d'achat: Steinberg, Dominion, Métro, Richelieu, Provigo, Zellers, Miracle Mart, Greenberg's, Canadian Tire, Goodyear, Firestone, Eaton, La Baie, Simpson's, Kentucky, MacDonald, Harvey, B.P., Esso, Texaco, Fina, GM, Chrysler, American Motors, Ford, Toyota, le tout évidemment agrémenté de HFC, Niagara, IAC, AVCO et de banques, pour nous permettre d'acheter à 12%, 15%, 18% et 24% d'intérêt tout ce que nous offrent ces "beaux" magasins, plus un certain nombre d'entreprises locales ou régionales.

Tout le développement se fait prioritairement en fonction de la puissante machine économique engraisée par nous et privilégiée par nos municipalités.

Il faudrait vérifier de près, dans n'importe quelle ville, le sillage et les liens étroits entre nos "édiles" et la meute de spéculateurs et de commerçants qui s'arrachent le privilège de mieux exploiter les travailleurs québécois.

Car, en général, le portrait est le même partout: une majorité de commerçants, de spéculateurs, d'industriels, de professionnels, qui représentent moins de 10% de la population de par leurs intérêts, contrôlent l'ensemble des municipalités du Québec, et souvent, les travailleurs qui y sont.

Mais dans tout cela, où est l'intérêt individuel et collectif des travailleurs québécois?

Le logement familial à prix modique est inexistant. Pendant qu'à Montréal, depuis 1967, on construit à coups de milliards des châteaux en Espagne que nous n'avons pas les moyens de nous payer, des centaines de milliers d'enfants, de travailleurs, de personnes âgées, crouissent dans des taudis ou des aménagements invivables, soumis au bruit, à la poussière et à la pollution.

Nos enfants n'ont pas d'endroit vraiment bien organisé pour jouer, exercer des sports, se cultiver, s'amuser, se défouler.

Le transport en commun est loin derrière les besoins.

La spéculation immobilière hypothèque le budget de générations entières de travailleurs, car le sol qui s'est vendu \$50,000 et qui se revend par petits lots à \$500,000, sera payé par les travailleurs qui y vivent.

Systèmes d'égouts inadéquats et polluants.

Empoisonnement systématique de nos cours d'eau par les villes et les industries.

Destruction de terres arables pourtant fort limitées.

Avantages et privilèges de toutes sortes aux spéculateurs et aux entreprises.

Croissance désordonnée du régime policier; plus le système se développe, plus il est prospère, plus la pègre augmente, les meurtres, les "clubs", les réseaux de drogue.

Le développement de nos villes est anarchique, étouffant, inhumain, parce que le profit et les profiteurs les contrôlent.

Pour modifier tout cela

À la CSN, dans un certain nombre de villes, (Sorel, par exemple), le comité d'action politique suit chacune des séances des conseils municipaux et scolaires de la région, et ce bien avant la création comme telle de l'action politique.

Il y a eu diverses expériences municipales à Baie Comeau, Sherbrooke, St-Hyacinthe, Alma, en plus, évidemment, du FRAP en 1970 et du RCM à Montréal.

Ce qu'il faut éviter, c'est le modèle qui découle des pratiques de la bourgeoisie qui a dominé historiquement nos villes.

Étant minoritaires, ils agissent par clans. À travers les clubs sociaux, commerçants, professionnels, spéculateurs et autres — y compris les partis politiques — se forment des clans qui aspirent à contrôler la ville. Sauf que ces clans sont interchangeable et représentent foncièrement les mêmes intérêts, la même minorité.

Les campagnes se font à coups de slogans: moralité, économie, planification, "saine administration", administration "compétente". Mais sauf certains cas de pourrissements et de scandales trop évidents, ils sont tous les promoteurs d'une même idéologie: la ville au service prioritairement des commerçants, des spéculateurs et des compagnies.

Historiquement, les travailleurs ont assisté passivement à cet état de choses, ils ont même participé à l'élection de l'un ou l'autre clan.

Pour changer quelque chose, les travailleurs ne peuvent se lancer dans l'arène municipale à titre individuel ou avec un groupe. Il n'appartient pas au président d'un gros syndicat de décider de se "lancer" avec ses amis.

En général, les travailleurs qui se sont ainsi "présentés" ont soit été dominés par la minorité qui contrôle la ville, ou se sont identifiés aux intérêts qui l'exploitent. Nous avons déjà vu un entrepreneur offrir \$1,000 à un candidat bien connu des travailleurs de la ville.

Pour transformer la situation actuelle, il faut une organisation collective auto-financée, composée et déterminée par des travailleurs dans les quartiers, à l'intérieur d'un mouvement structuré qui élabore les politiques et les programmes, exerce un travail permanent et choisit les candidats.

Nous nous proposons, au secrétariat d'Action Politique de la CSN, d'élaborer un projet d'action municipale qui préciserait les conditions minimales d'une transformation et de l'implantation d'une véritable démocratie dans nos villes, axée prioritairement sur les besoins de la majorité et de la collectivité, c'est-à-dire: les travailleurs.

Au verso

**Participation des travailleurs
aux élections municipales de Hull**

Les élections municipales de Hull

Daniel FORTIN
Hull

Le soir du 2 février dernier, près de la moitié des électeurs s'étaient présentés au scrutin municipal de Hull. Quatre des cinq échelons sortants et le maire étaient réélus avec une majorité écrasante. Cependant quelque chose de nouveau s'était produit. Le ton de la campagne et l'ensemble des thèmes abordés par les différents candidats autant à l'échevinage qu'à la mairie avait été apporté par une équipe de cinq candidats qui s'était réunie sous le mot d'ordre "Reconquérir notre ville". Cette équipe s'était constituée autour d'un programme électoral élaboré par les citoyens des quartiers populaires de Hull. Le soir du 2 février, l'équipe obtenait 29.4% des votes exprimés.

Tout simplement parler des suffrages amassés par les cinq candidats serait insuffisant et donnerait une idée erronée des acquis obtenus par la participation des groupes populaires aux élections municipales. Une telle façon de présenter le résultat de cette participation ne tiendrait pas compte de ce qui a amené les groupes à entrer dans la campagne, des alliances qui ont dû être faites, du programme et de la façon de le fabriquer, des forces politiques rencontrées, de la stratégie, de l'organisation et de la mobilisation des militants des groupes populaires.

La maturité des groupes populaires

À l'annonce des élections, les groupes de citoyens étaient rendus à un état de développement suffisant pour pouvoir se poser sérieusement la question de leur participation sur la scène électorale. Les citoyens organisés à l'intérieur de comités de citoyens et de comités de

quartiers avaient plus d'une année et demie de travail sur les questions de l'aménagement urbain et de l'habitation. Les situations rencontrées et les luttes engagées les avaient amenés à articuler leur analyse politique et à développer leur action. La question débattue par les militants était le mode de participation des groupes aux élections. Deux tendances s'affrontaient: 1 — les partisans des assemblées publiques où les candidats seraient amenés à s'expliquer et à s'engager devant la population; 2 — et les partisans d'une participation directe où l'on forcerait les adversaires à s'enligner sur les idées maîtresses d'un programme commun. L'importance de la tribune qui était offerte et qui permettait d'expliquer les revendications et les lignes politiques qui justifiaient ces revendications fit opter les militants pour une participation directe aux élections en présentant les candidats.

Le milieu d'action des comités de citoyens étant situé principalement dans deux des huit quartiers de la ville, la question des alliances était posée. Les citoyens du Centre-Ville, vivant d'une façon tragique la restauration urbaine (1500 expropriations en moins de cinq ans) pouvaient-ils faire des alliances avec des candidats provenant des quartiers non affectés et ayant moins d'analyse politique concernant le développement urbain dans son ensemble? Il était à craindre que l'opportunisme amène des candidats à se joindre au groupe de quartiers et à les utiliser comme tremplin pour se rendre au pouvoir municipal. Il fut décidé que la base des alliances se ferait sur un programme élaboré par les citoyens eux-mêmes et non par les candidats. Cinq des huit quartiers eurent un candidat qui adhéra au programme des citoyens et aucun candidat ne fut présenté à la mairie. Cette façon de procéder ne résolut toutefois pas tous les problèmes. Un des candidats, après avoir adhéré à l'équipe, eut beaucoup de réticence à accepter les points du programme traitant de la spéculation. On découvrit plus tard que lui-même possédait des terrains qu'il avait acquis dans un but de spéculation. La période électorale étant déjà avancée, les opinions étant divergentes entre les candidats et chacun étant pris par son organisation, il fut implicitement résolu de ne rien faire et de tirer les conclusions de ce que cette situation impliquait lorsque la période électorale serait terminée.

Un programme préparé par les citoyens

Le programme électoral auquel les candidats avaient adhéré, nous l'avons déjà dit, avait été préparé par les citoyens des comités de quar-

tier réunis. Ce programme électoral avait été bâti à partir de l'expérience des citoyens dans leur lutte vis-à-vis le conseil municipal et le service d'urbanisme. Le programme s'appuyait aussi sur une option et une compréhension socialiste du développement urbain. Le programme revendiquait une reconquête de la démocratie urbaine établissant que la démocratie n'était pas une élection tous les quatre ans mais une affaire quotidienne des citoyens organisés en comités et en conseils de quartier. Le programme revendiquait en second lieu la reconquête du territoire hullois dont la capitale nationale et les trusts immobiliers s'étaient emparé en grande partie (1/3 de la ville). Il revendiquait la reconquête des logements démolis par le progrès en affirmant le droit de tous citoyens à un logement décent et abordable. Il revendiquait la reconquête des 450 emplois supprimés par l'expropriation des usines Eddy et s'opposait à toute nouvelle expropriation d'usines justifiée par des raisons d'esthétisme. Il revendiquait la reconquête de la culture et des loisirs des hullois. Il revendiquait la reconquête des transports par la mise sur pied d'un transport en commun efficace. Enfin il revendiquait des conditions de santé et de sécurité qui disparaissaient de plus en plus avec le nouvel aménagement urbain.

L'ensemble des revendications demandées par les citoyens était expliqué par une analyse de chacune des situations et par l'établissement clair des objectifs poursuivis. Le programme regroupait d'une façon explicite ce qui avait conduit l'action des groupes dans le passé et ce qui allait motiver leurs interventions politiques à l'avenir. Il était clair dans l'esprit des militants que l'ensemble du programme n'était pas uniquement un programme électoral, mais un programme d'action qui allait leur servir de guide, que les élections soient remportées ou non. La période électorale allait servir à présenter et expliquer à la population leur action et leur volonté de les voir réaliser.

La stratégie électorale

Au départ de la campagne nous connaissions nos adversaires, nous connaissions aussi la pensée des citoyens; cependant nous connaissions mal les ramifications politiques de nos opposants et nous connaissions mal l'impact que ceux-ci avaient sur la population. Il nous était difficile d'évaluer l'importance qu'avait les organisations de l'élite traditionnelle et l'ensemble de leur réseau; conseil de fabrique des paroisses, commission scolaire, caisses populaires, clubs sociaux, organi-

sations sportives, etc. Principalement dans les quartiers populaires, une sous-évaluation de ces forces traditionnelles nous a valu d'être surpris par les réactions de la population. Une meilleure analyse aurait pu signifier une victoire là où la marge entre les candidats de l'équipe et les candidats élus a été minime.

La stratégie électorale que nous avons employée a été basée sur deux principaux types d'intervention. Le premier type d'intervention était l'explication et la précision par les media d'information des objectifs que nous poursuivions. Plusieurs moyens ont été utilisés, allant de la conférence de presse en pleine rue jusqu'à la réunion publique hebdomadaire regroupant le plus grand nombre possible de supporters. Par ces moyens, l'équipe a réussi à avoir une bonne couverture des media locaux. Le second type d'intervention a été un porte-à-porte systématique. Le manque d'expérience et le manque de préparation de ceux qui devaient faire le porte-à-porte n'a pas permis de véritablement exploiter à fond ce moyen qui se révèle l'un des plus efficaces dans les quartiers populaires.

L'ensemble des militants n'ayant jamais travaillé à l'organisation d'une campagne électorale, ils ont dû inventer par eux-mêmes à partir de l'expérience des organisations qu'ils avaient déjà menées. Nous savions mal comment coordonner un grand nombre de militants pour une période aussi soutenue qu'une campagne électorale. Ne nous étant jamais préoccupés auparavant des mœurs électorales locales, nous avons parfois été déçus des maigres résultats de certaines tentatives comme le contact par téléphone, la mise sur pied d'une garderie, etc. Cependant peu à peu au cours de la campagne, nous apprenions à mieux nous organiser, à mieux connaître les actions qui portaient fruit et enfin à mieux comprendre ce qu'était une campagne électorale.

Conclusion: ce que nous en avons retiré

En conclusion, si notre participation aux élections municipales de Hull ne nous a pas permis de faire élire des candidats, cette participation nous a quand même permis de clarifier nos idées et notre analyse sur les conditions à rencontrer avant de se présenter sur la scène municipale, c'est-à-dire:

- a) avoir une compréhension politique élaborée des problèmes urbains,

- b) être rendu à un niveau d'organisation suffisant pour pouvoir mener la campagne et avoir une base assez solide qui peut supporter et stimuler les candidats s'ils sont élus.

Cela nous a permis de découvrir qu'une élection municipale est un événement politique dans une communauté et ne pas y participer, c'est perdre une tribune importante pour présenter et expliquer des positions politiques prises. Cela nous a permis de faire un effort collectif pour organiser et préciser ce que nous voulions dire au monde et pourquoi nous le disions. Cela nous a permis de voir dans une perspective réaliste la nécessité et les aléa d'une alliance. Cela nous a permis d'entrer en contact directement et d'une manière nouvelle avec la population et de lui expliquer pourquoi nous nous battions. Cela nous a permis de mieux connaître les forces, les influences et les ramifications utilisées par les adversaires politiques ainsi que leurs comportements électoraux et politiques. Cela nous a permis aussi un apprentissage à l'organisation et à la coordination d'une entreprise aussi soutenue qu'une campagne électorale. Enfin cela nous a permis de penser les liens entre les candidats et les personnes qui les présentent et d'établir un certain nombre de conditions qui feront que le candidat se sentira relié par sa base, conditions dont la principale est une organisation politique militante qui définit clairement ses options sociales.

Cela dit, il n'est pas certain, tout comme il n'est pas incertain, qu'aux prochaines élections municipales les citoyens des organisations populaires décideront de s'engager à nouveau. Cela dépendra de leur façon de comprendre leur situation à ce moment. L'analyse et la discussion à chaque étape de notre action a été la ligne maintenue depuis près de deux ans. C'est à partir de ces analyses et de ces discussions que sera décidée la justesse des actions à poser à l'avenir, que ce soit au niveau des élections municipales ou à d'autres niveaux.

A la défense des quartiers populaires (Québec)

Jean PICHÉ,
quartier St-Sauveur.

L'affrontement entre les travailleurs et le pouvoir municipal, à Québec, s'est surtout déroulé autour du problème du logement, et plus précisément des projets de "rénovation urbaine" mis de l'avant par la Ville¹.

Dès 1966, l'administration Lamontagne commence à faire disparaître des logements dans le quartier St-Jean-Baptiste, pour y aménager la Cité parlementaire et l'autoroute Dufferin. Mais c'est en 1967 que le premier groupe de travailleurs s'unit pour défendre ses intérêts.

Çà commence à St-Roch...

Les résidents du quartier St-Roch (Aire n° 10) subissaient depuis longtemps une dégradation de leurs conditions d'habitation. La Ville, semblait-il, avait des projets de réaménagement des berges de la St-Charles, et de développement commercial du quartier. Les citoyens s'unissent donc et demandent que ce réaménagement du quar-

¹ On lira, à ce sujet, la prise de position solidaire du Conseil de pastorale de la Basse-Ville, dans DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE", n° 93, page 181-189.

tier les assure de logements plus nombreux et meilleurs. Fort d'un appui populaire assez grand, le Comité croit pouvoir être l'intermédiaire entre le pouvoir municipal et les résidents du quartier. Mais la Ville prouve, entre 1968 et 1971, qu'elle tient bien peu compte des démarches du Comité: toute une partie du quartier est démolie pour faire une autoroute.

Le Comité radicalise son opposition à la Ville, mais beaucoup de résidents se résignent à un délogement qui leur semble inévitable. Toutefois, l'exemple de l'Aire-10 a servi à d'autres.

Au tour de St-Sauveur...

Le quartier voisin, celui de St-Sauveur, est plus densément peuplé (30,000 habitants) par une population presque entièrement ouvrière. La concentration commerciale y est moins forte, également; là aussi les habitations vieillissent. Après avoir pris naissance en 1969, le Comité de Citoyens commence à revendiquer dès 1971, un programme de *restauration* des logements, et s'oppose à toute démolition/reconstruction qui chasserait surtout les moins fortunés.

En 1973, le Comité peut crier victoire, car la Ville annonce un plan de restauration, qui conservera au quartier sa fonction résidentielle. Mais c'est une victoire ambiguë: comment se fera la restauration? à quel prix? en faveur de qui? Les projets de la Ville se révèlent très coûteux pour le petit propriétaire et les locataires à revenu modeste. Certes, les autorités municipales assurent qu'elles veulent consulter la population. Le Comité, sans attendre cette consultation, multiplie les rencontres de masse, diffuse de l'information, organise des comités d'action, regroupe les gens par îlots. C'est toujours le même objectif fondamental: la restauration doit se faire au profit des ouvriers du quartier, et non pas chasser la population à revenu modeste.

Les représentants de la Ville forment un comité consultatif, reçoivent des mémoires et écoutent les demandes, mais quand les décisions finales se prennent (plan de zonage, conditions de subventions, possibilité d'allocation-logement) on ne trouve plus trace des revendications des citoyens. Aussi le Comité de St-Sauveur, à la suite de celui de l'Aire-10, s'engage dans la voie de l'opposition; il devient le groupe qui harcèle les autorités publiquement, et les oblige à dévoiler leurs intentions.

Et maintenant...

De 1973 à 1975, le Comité de l'Aire-10 continue lui aussi d'exister et de lutter pour sauver ce qui reste d'habitations dans St-Roch; un Comité voit aussi le jour dans le quartier St-Jean-Baptiste ("Le Groupe du Faubourg") pour sauver le dernier noyau résidentiel d'environ 8,000 personnes. Avec ces trois comités et un certain nombre d'autres groupes populaires (coops, journal de quartier, groupement de locataires) on voit se dessiner une certaine force ouvrière à Québec.

Où en sommes-nous?

Tracer un bilan de l'action des groupes populaires depuis 10 ans est difficile; je m'y risque tout de même.

POINTS POSITIFS:

- les groupes ont persuadé les autorités municipales, presque de force, qu'il fallait écouter les citoyens avant de prendre des décisions qui touchent leurs intérêts fondamentaux.
- la voix des citoyens peut s'exprimer de façon *collective* et *publique*. C'est donc un début de "pouvoir populaire", encore assez réduit.
- une partie du quartier résidentiel populaire de Québec a été sauvagée de la démolition.
- le fossé entre les déclarations verbales et la politique réelle du pouvoir urbain a été maintes fois révélé.

FAIBLESSES:

- en 10 ans, la Ville a tout de même démoli des parties importantes de St-Roch et St-Jean-Baptiste, délogeant au moins 8,000 personnes, malgré toutes les protestations,
- le pouvoir politique ne se laisse guère influencer par la voix des groupes populaires; il les écoute, mais prend la plupart des décisions sur la destinée des quartiers sans en tenir compte.
- malgré une large base de sympathisants, les Comités ont de la difficulté à mobiliser plusieurs personnes en vue

d'action collective. La population de nos quartiers est vieillissante, et elle a été souvent témoin de la force très grande du pouvoir politique. Il est difficile pour elle de garder l'espoir d'une victoire.

Peut-on aller plus loin?

Il me semble que oui, et je voudrais indiquer ici quatre possibilités de progrès dans notre action.

1 — La première serait de porter à l'Hôtel de Ville des élus qui prendraient à cœur les intérêts du quartier. Il ne s'agit pas de lier les groupes populaires à un parti politique qui les "récupérerait", mais de favoriser un parti d'opposition dont les membres seraient sensibles aux intérêts des travailleurs.

2 — Il faudrait trouver plus de projets qui constituent des "formules nouvelles" de réaménagement de quartier; les coops d'habitation/restauration en constituent un exemple; que pourrait-on faire d'autre?

3 — Les tactiques d'action des groupes populaires, pour faire pression sur le pouvoir, ont été jusqu'ici assez conventionnelles: déclarations, conférence de presse, échange de lettres. Les fonctionnaires municipaux y sont dorénavant habitués; ça ne les énerve plus. À quand les tactiques plus innovatrices, plus concrètes aussi, où les gestes primeraient sur les paroles?

4 — Enfin, les groupes populaires sont si peu nombreux à Québec, qu'il faut à tout prix resserrer nos liens d'amitié et de collaboration, sans oublier cette force ouvrière que constituent les syndicats, et qui devraient s'intéresser plus à nos luttes.

Le Rassemblement des Citoyens de Montréal

Après dix-huit mois

Léa COUSINEAU,
présidente du R.C.M.

Le Rassemblement des Citoyens de Montréal a maintenant 17 mois d'existence. Depuis le congrès de fondation en mai 1974, la campagne électorale de novembre 1974, notre parti a cumulé diverses expériences qu'il devra sous peu analyser le plus lucidement possible. Le congrès de novembre 1975, les congrès des différents districts qui se tiendront en octobre, seront le lieu de cette analyse et l'occasion de définir encore plus précisément nos perspectives et nos orientations pour les mois qui viennent. Situer et présenter le RCM dans le présent dossier après la tenue de ces congrès aurait permis de communiquer toute cette réflexion des militants du parti. Malgré cette réserve, après, avoir brièvement rappelé les origines et le contexte de la fondation du parti, l'analyse qui a présidé à la formulation de notre programme, il sera intéressant d'examiner les questions qui vraisemblablement seront au centre des discussions du prochain congrès.

Fondation du parti

Le RCM a été conçu à son origine comme un regroupement des forces progressistes à Montréal. Rappelons qu'à la fondation, deux approches différentes s'opposaient: une voulant un parti de travailleurs organiquement relié aux structures syndicales, l'autre voulant que le parti soit un regroupement des forces, s'enracinant dans les quartiers et s'organisant à partir d'un noyau de militants dans chaque district. Les militants syndicaux, du P.Q., du mouvement urbain, du N.P.D., des groupes poulares ont donc participé dans chacun des districts de

Montréal à la naissance du parti. Dès sa fondation le parti s'est voulu autonome par rapport à chacun de ces groupes.

Analyse du RCM

Il n'est pas possible ni utile de reprendre tout le programme que le parti a élaboré lors de son congrès de fondation; mais pour bien saisir la nature de nos revendications et des propositions du programme, il faut les situer dans la perspective globale que les militants du parti ont alors adoptée.

Rappelons d'abord qu'il est évident pour nous que les conditions de vie dans les villes, la crise urbaine contemporaine, se sont développées sous la pression du capitalisme industriel et en sont une conséquence. La situation à Montréal est sûrement exacerbée par l'administration Drapeau mais elle n'est pas créée par elle. Par exemple, le développement des grandes autoroutes plutôt que le développement des services de transport en commun est imposé par le contrôle sur l'économie qu'exercent les grandes corporations immobilières. Quand les dirigeants actuels prétextent le manque de fonds disponibles pour financer le transport gratuit pour les personnes âgées, ce n'est pas seulement à cause des dépenses pour les Olympiques, c'est aussi et surtout parce que profondément ils soutiennent et défendent les priorités de la société capitaliste et qu'ils en acceptent toutes les limites.

Les chapitres de notre programme sur le logement, le transport, les loisirs, les conseils de quartier, la santé, doivent être situés dans cette perspective. De plus, les actions que nous entreprenons que ce soit dans les quartiers, dans tout Montréal, au conseil municipal, doivent nous permettre de situer nos revendications dans cette perspective.

Le prochain congrès

Les résultats des dernières élections nous ont montré qu'un grand nombre de citoyens montréalais sont prêts à accepter de nouvelles façons de voir la ville, à accorder la priorité à des réformes sociales et à ne plus se laisser tromper par les "grands projets" de l'administration Drapeau. Cette constatation nous a permis de croire qu'il serait plus facile de travailler à de nouvelles mobilisations, d'obtenir une participation massive des montréalais pour tout le travail de sensibilisation et de politisation qui devait être le nôtre entre les campagnes

électorales. Nous ne sommes pas convaincus aujourd'hui que ce travail est aussi facile qu'il pouvait le paraître le 11 novembre dernier. Les obstacles à la mobilisation sont peut-être plus ancrés que nous ne l'aurions cru.

Notre prochain congrès devra donc identifier clairement ces difficultés et ces obstacles confirmés par l'expérience vécue depuis dix-huit (18) mois. Certains quartiers de Montréal n'ont pas une longue tradition d'analyse et de lutte, et c'est pourquoi une réflexion s'impose pour les militants qui veulent dépasser le stade de la mise en place d'une organisation électorale. Plus précisément, il est difficile de vraiment identifier quelle forme doivent prendre les interventions politiques au niveau du quartier en dehors de la période électorale. Le partage et l'analyse des expériences permettra sûrement d'aller plus loin.

Nous devons, de plus, aller contre la tradition de certains groupes populaires qui répugnent à s'engager dans des actions qui intègrent la lutte pour la prise du pouvoir. D'ailleurs, notre volonté de développer un lien original et dynamique entre l'intervention "parlementaire" et l'action militante menée par tous les membres du parti devra se traduire de façon plus concrète et permanente.

Une autre difficulté rencontrée par le parti est liée à l'image traditionnelle qui veut qu'un parti s'organise autour de personnages élus, leaders incontestables qui polarisent les aspirations. Le refus de fabriquer des vedettes et des mythes ne rencontre pas nécessairement l'appui populaire, d'autant que la politique municipale a souvent été considérée comme peu importante par la population.

Pour réussir à bien faire connaître et comprendre les fondements de son analyse, pour pousser plus avant son objectif de sensibilisation de formation et de politisation des citoyens, le congrès devra identifier clairement ses priorités d'action, les moyens internes d'organisation et de formation dont le parti a besoin, et articuler encore plus les liens entre les différents niveaux d'action et d'intervention. Un an après les élections, trois ans avant la prochaine lutte électorale, quel accent donner à l'action du parti pour garantir qu'il demeure un instrument politique privilégié des citoyens et des travailleurs montréalais, et qui leur appartienne; comment garantir que les objectifs de changement radical, que les militants se sont fixés à l'origine, ne soient pas sacrifiés à des perspectives "électorales" à trop court terme? Tel me semble être un des débats majeurs du prochain congrès du RCM.

Les nouveaux pouvoirs

La naissance de "nouveaux pouvoirs" dans la société, tant civile que religieuse, nous apparaît un "signe des temps". Ce phénomène d'actualité a retenu notre attention. Nous croyons opportun d'en faire le thème de nos réflexions en cette Fête du Travail 1969.

Cette émergence des "nouveaux pouvoirs" dans la société moderne marque un réel progrès dans le développement de la société démocratique; elle signifie une redistribution du pouvoir parmi les groupes qui jusqu'ici en étaient dépourvus. Et si, comme nous voulons l'espérer, cette diffusion du pouvoir se traduit par une plus large participation aux décisions, si elle fait davantage appel au sens des responsabilités, nous croyons qu'elle peut contribuer grandement à épanouir l'homme et à bâtir une société plus humaine.

.....

Envisagés sous l'angle positif où nous les avons présentés, nous voyons d'un bon œil la naissance de ces "nouveaux pouvoirs" dans la Société et dans l'Église. Ils méritent appui et encouragement. Les valeurs humaines, sociales et chrétiennes qu'ils véhiculent en font de précieux agents pour le développement intégral de "tout homme et de tout l'homme".

Cette évolution nous apparaît un signe de vitalité tant chez l'individu que chez le groupe. Nous y voyons la manifestation d'une volonté bien arrêtée de participation, d'une prise en charge de sa destinée, d'un engagement plus total, d'un véritable sens de responsabilité, d'une soif honnête de liberté et d'auto-détermination.

La Commission épiscopale d'Action sociale

On trouvera le texte complet sur les "Nouveaux pouvoirs", ainsi que le commentaire de Jacques Grand'Maison, dans: DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE" (autrefois "Prêtres et Laïcs"), n° 41, janvier 1970, pages 10 à 30.

Forces et faiblesses des groupes populaires

Lorenzo LORTIE

Un dossier sur la place des travailleurs dans le pouvoir municipal doit comporter une réflexion sur les groupes populaires. En effet, on constate que là où les ouvriers ont mené une action en vue de faire élire à un Conseil municipal des gens qui y défendraient leurs intérêts, cette action passe toujours par les groupes populaires.

Je ne veux pas étudier ici l'opportunité pour les groupes populaires de lutter pour la prise de pouvoir municipal. L'article de Raymond Levac apporte certains points de repère susceptibles d'éclairer cette question. Je voudrais, à partir d'un constat d'essoufflement des diverses organisations de quartier, traiter des liens entre l'action et la politisation des groupes populaires.

Un certain essoufflement

Dans l'entrevue que Jacques Couture accordait à La Presse le 7 septembre, il faisait état d'une crise profonde dans les organisations populaires de Montréal. Le militantisme aurait connu une baisse d'au moins 60% par rapport aux années 1965-70. Les échos que nous avons des différents coins de la province révèlent, à des degrés différents, une situation comme celle de Montréal.

Jacques Couture voit deux grandes causes à cette crise des groupes populaires: les projets PIL et la tendance vers l'extrême gauche.

Tout en reconnaissant ce qui est exprimé dans cette dernière cause, je l'élargirais en parlant du déséquilibre entre les actions réalisables

par les groupes populaires et les objectifs d'action qu'on leur a proposés.

Des objectifs de changement

Dire aux travailleurs que la société est à refaire et que les pouvoirs en place ne sont pas là pour les intérêts des travailleurs, ce n'est pas leur apprendre du nouveau. Toute leur vie est l'expérience concrète de cette affirmation. D'autre part, si l'on tient compte de l'insécurité qui tenaille le milieu populaire, on se rend vite compte qu'on accentuera cette insécurité si tout ce que l'on peut proposer c'est le rejet de la société et du pouvoir actuels.

Ce que les groupes populaires ont besoin d'expérimenter c'est à la fois des modèles sociaux nouveaux et des formes de pouvoir. Quand on a dit cela, on est reporté à se demander ce que peuvent être ces nouveaux modèles sociaux et ces nouvelles formes de pouvoir. Nous en reparlerons plus loin en parlant de l'action.

Pour le moment, qu'il suffise de dire que de proposer des objectifs de changement est absolument nécessaire, mais qu'il faut être conscient que cela fait déjà partie des aspirations profondes du monde ouvrier. Et aussi, que la proposition d'objectifs de changement doit s'accompagner d'un agir ajusté à l'insécurité et au non-pouvoir concrets des milieux populaires.

Quels types d'action?

Les actions des groupes populaires, dans le domaine municipal, vont de la revendication pour réparer un bout de trottoir dangereux à l'intervention d'un parti politique dans une campagne électorale. Ces actions, prises en elles-mêmes, ne peuvent être évaluées. La revendication pour le bout de trottoir, même si elle est rencontrée, peut être un cul-de-sac. L'action politique directe peut aussi en être un.

Des groupes de citoyens ont opté pour des actions du premier type. Un de ces groupes a réussi à obtenir une réponse à toutes ses demandes; certaines ont exigé des déboursés fort imposants de la part de l'administration municipale.

Il est difficile d'apprécier où ce genre d'actions aurait mené. Il y avait dans ce groupe une forte tendance à croire qu'on pouvait tout obtenir du pouvoir en place, "pourvu qu'on s'y prenne comme il faut". C'était implicitement refuser un changement profond de l'organisation de la société et une éventuelle action pour prendre le pouvoir.

Cela s'est vérifié par l'effritement rapide du groupe lorsque se posa la question de l'action politique directe, en lien avec le FRAP, au printemps 1970.

D'autres groupes ont opté pour une action politique ou une politisation de l'action en excluant le type d'actions qui n'étaient pas directement rattachées à des objectifs de prise de pouvoir. Généralement, les résultats recueillis ont été très minces en comparaison des énergies investies. Bien plus, ces actions ont souvent abouti à une démobilisation des forces vives d'un milieu.

Un équilibre à trouver

Les "petites" actions qui aboutissent à des résultats concrets sont nécessaires pour maintenir le militantisme des gens. Mais, elles doivent se situer dans des objectifs à long terme, autrement le jour où une action n'aboutira pas, on en conclura simplement qu'on n'aurait pas dû faire cette action. Ce qui importe pour les groupes populaires, c'est de pouvoir confronter les réussites et les échecs avec les objectifs à long terme qu'ils poursuivent, c'est-à-dire les objectifs de changement et de prise de pouvoir. L'analyse des causes de réussites ou d'échecs est très importante. Elle détermine les stratégies d'actions à venir qui permettront une avancée progressive vers les objectifs à long terme, en voyant lucidement ce qui favorisera le maintien de la mobilisation maximale des gens.

Bref, on ne peut pas faire l'économie de la politisation des enjeux sous prétexte que les gens ont besoin d'actions qui aboutissent à des résultats. Le défi est de lier les actions menées aux objectifs à long terme en tenant compte du degré de politisation du groupe.

Il me semble finalement que la politisation et l'action politique des groupes populaires de quartier ne sont pas les seules composantes d'un cheminement vers un changement de la société et du pouvoir en

place. Même en supposant une liaison étroite entre les différents groupes populaires, ce qui est loin d'être le cas, cette force ne serait pas suffisante. Nous avons encore à amorcer des collaborations véritables entre les forces syndicales et les forces des quartiers. Quand ces deux forces conjuguées auront un certain acquis de l'action sur des objectifs à court et à moyen termes, elles seront à même d'annoncer une possibilité de réaliser des changements au niveau du pouvoir et de l'organisation de la société.

On peut se demander si le succès du R.C.M. ne lui est pas venu du fait qu'il n'a pas cherché à mobiliser l'une ou l'autre de ces forces, mais qu'il a réussi à se faire entendre des deux.

Prochains numéros

Les jeunes travailleurs en 1975

Nous sommes à préparer un double dossier (novembre et décembre) sur les jeunes travailleurs aujourd'hui.

Les relations avec le marxisme

Robert FROSSARD

Abordons un dernier problème, le plus irritant sans doute: les relations avec le marxisme¹.

On n'a pas attendu 1974 pour s'inquiéter des risques de confusion, de perversion progressive des courants missionnaires, par amalgame avec un matérialisme athée, lui-même inséparable des analyses ou de la praxis marxistes. Seulement, l'attitude de large ouverture prise par le Parti communiste à l'endroit des chrétiens, vient renforcer les vieilles inquiétudes et durcir les oppositions.

Il ne semble pas que la distinction, établie par Jean XXIII dans "Pacem in terris", et reprise par Paul VI dans "la lettre au cardinal Roy", entre les doctrines ou les idéologies et, d'autre part, les mouvements historiques auxquels elles ont donné naissance, ait été très retenue dans l'ensemble de l'Église...

Or, plus qu'aucune catégorie de chrétiens, les militants ouvriers sont, dans la vie et l'action de chaque jour, en relation constante avec des marxistes. C'est une réalité inévitable. Ils connaissent donc de longue date l'apprentissage du bout de chemin avec eux et leurs partis. Un bout de chemin à partir d'objectifs précis, proches des besoins réels des travailleurs. Ils y ont acquis souvent une estime pour la qualité des hommes, en même temps qu'un réalisme et une lucidité par rapport aux méthodes de l'organisation et de la tactique.

¹ Extrait de l'entretien de M^{gr} Frossard, à la retraite pastorale des prêtres du diocèse de Paris, à propos de divers rassemblements de chrétiens en monde ouvrier.

Ils sont dès lors capables de rester eux-mêmes, plus aisément que nombre de croyants issus d'autres milieux sociaux et qui ont adopté, ces années dernières, des positions politiques dites avancées. Ce type d'expérience, sans nous faire oublier les dangers permanents qu'il peut offrir à la foi, doit intéresser une Église qui se veut établie pour atteindre toutes les catégories d'hommes...

Le père Heckel, de l'Action Populaire, dans un article récent, faisait cette remarque: "Si nous récusons la praxis marxiste comme lieu exclusif, nous constatons aussi que c'est l'univers dans lequel réfléchit et agit une grande partie de l'humanité: il est réaliste d'en tenir compte", concluait-il à bon droit.

L'étendue d'un tel fait historique nous interroge. Peut-on se contenter d'étudier le marxisme comme science sociale? Ou de critiquer la conception de l'homme et de son avenir dont il est la source? Ou d'accomplir un choix éclairé parmi les analyses d'une théorie marxiste qui se veut scientifique? Voire de s'opposer, par des moyens économiques et politiques, à l'extension de son influence?

N'y a-t-il pas aussi, pour des fils de l'Église d'après Vatican II, à chercher comment témoigner, au cœur d'un monde imprégné de marxisme, du Visage d'un Christ Sauveur? Lui seul est, en effet, l'accomplissement réel et définitif, offert à l'aspiration de l'homme à être plus homme, telle que les courants marxistes la développent parmi les peuples du XX^e siècle...

C'est ce qui nous paraît la richesse providentielle que portent actuellement les mouvements d'Action catholique ouvrière. Ils ont acquis un droit de cité, reconnu par les marxistes eux-mêmes. Et il arrive parfois, après un long compagnonnage avec des militants chrétiens fidèles au monde ouvrier et à l'Évangile, que des militants marxistes s'interrogent sur le bien-fondé de leur analyse qui fait de la foi religieuse une superstructure, née de l'aliénation et destinée à s'écrouler sous l'usure du temps et de l'action... À travers cette brèche, le chemin de Jésus-Christ est possible.

Qu'on nous entende bien! Quand je dis "nous", je crois pouvoir évoquer les dirigeants laïcs de l'A.C.O. et de la J.O.C. ou les prêtres en classe ouvrière, comme les évêques de la commission épiscopale du monde ouvrier. Nul d'entre nous n'a la prétention, ou l'illusion, d'un prosélytisme en milieu marxiste... Tous perçoivent la nécessité

d'une critique exigeante de la vision marxiste de l'homme dans la mesure où elle nie la transcendance spirituelle et l'orientation vers Dieu de chaque personne, ainsi que de la théorie qui fait de la lutte des classes le principe essentiel de transformation des relations humaines. Tous aussi sont persuadés que cinquante années de présences chrétiennes, apostoliques, missionnaires, ont constitué comme une première semence qui est prête à porter des fruits en terre ouvrière.

Le vrai problème, la nécessité sur laquelle nous avons conscience d'être tous provoqués, réside dans notre fidélité commune à vivre le mystère de Jésus-Christ, à donner corps à une véritable existence d'Église en monde ouvrier. À ce niveau, sans cesser de partager nos responsabilités avec les laïcs, les prêtres, les religieuses, nous nous sentons, comme évêques, intensément engagés.

NOTE DE LA RÉDACTION Pour éclairer cette question, on lira avec profit notre dossier n° 79: *Chrétien et marxiste?*

Offre d'emploi

Nous cherchons des personnes pour travailler à la promotion de la revue **Dossiers "Vie Ouvrière"** dans leur milieu.

Veuillez communiquer avec le secrétariat pour de plus amples informations.

Vie Ouvrière
1201 rue Visitation
Montréal

Tél. (514) 524-3561

Un grand ami de la classe ouvrière

Pour plusieurs, ce fut un choc d'apprendre qu'il s'en est allé rejoindre Celui dont il a été le témoin fidèle toute sa vie. Très peu de monde était au courant de sa maladie. Très discret, il n'avait averti personne, ou presque. D'ailleurs à ceux qui se sont risqués de lui rendre visite les dernières semaines, il demandait de ne pas répandre la nouvelle.

Pour moi qui l'ai bien connu, je me rappellerai toujours du Père Dion comme la personne qui a aimé, qui a souffert parce que très sensible, et qui s'est donné sans compter et gratuitement. Très attentif aux personnes, très préoccupé de leur vie, tous ces travailleurs et leur famille qu'il connaissait bien avaient une place de choix dans son cœur.

Le monde ouvrier était le centre de sa vie. Alors qu'il était très souffrant il me disait: "le monde ouvrier a de la misère, les familles ouvrières sont écrasées par les problèmes... et reprenant son souffle il poursuit... il faut que des laïcs s'engagent aussi dans les autres secteurs — économique et politique... il faudrait une équipe de prêtres pour épauler et soutenir ces efforts de laïcs engagés... et une Église présente à tout et à tous. Et que ce serait formidable!"

Fatigué de parler, ses yeux voulaient poursuivre le dialogue et j'ai compris son message de ne pas lâcher malgré les échecs et les difficultés (Dieu sait s'il en a connu). Son témoignage de vie demeure pour nous le phare qui guidera dans nos luttes ouvrières.

Grâce à la foi qui nous anime les uns les autres, le Père Dion continue de vivre avec nous.

Reina COMTE

Jean-Louis Dion, o.m.i.

Claude RYAN

Même si, ayant connu la richesse humaine et spirituelle du Père Jean-Louis Dion, nous sommes habités devant sa mort par une grande confiance en la bonté miséricordieuse de Dieu, il ne saurait évidemment être question de nous substituer à Celui qui, dans sa sagesse insondable, peut seul décider du sort éternel de l'ami qui nous a quittés. Devant la mort, un devoir d'humilité s'impose à nous. Trop d'exemples nous ont rappelé que nous avons mal connus des êtres pourtant familiers pour que nous ne fassions pas davantage confiance, en ces matières, au jugement de Dieu qu'à celui des hommes.

Mais Celui qui s'est réservé l'ultime jugement a aussi voulu que nos vies se déroulent dans un réseau de solidarités grand comme le monde. Il a voulu que nous dépendions les uns des autres pour notre salut. Il a voulu que rien ne se perde, pour ceux qui restent, des exemples donnés par ceux qu'il rappelle à lui. Aussi ne sera-t-il pas présomptueux d'évoquer à grands traits le témoignage que laisse le Père Dion, car c'est à travers le prochain qui agit autour de nous que nous pouvons encore le mieux discerner l'action de l'Esprit.

Un mot a toujours décrit à mes yeux le Père Dion mieux que tout autre: l'amour. Cet homme intelligent et cultivé savait construire un texte solidement charpenté: de nombreux articles qu'il a publiés dans la revue des aumôniers d'Action catholique ouvrière en témoignent. Il aimait, quand il livrait un message, suivre un plan précis: nous gardons tous à cet égard le souvenir de messages qui furent des bijoux de clarté.

En conversation, il avait cependant plus de peine à ordonner ses mots et à faire comprendre du premier coup ce qu'il voulait dire. Au début, cela vous déroutait. J'ai même entendu des personnes plus habituées à une approche cérébrale lui reprocher d'avoir un langage confus. Mais quand vous aviez appris à connaître le Père Dion, vous saviez que ce désordre n'était qu'apparent et que le langage parlé, chez

lui, obéissait à une autre logique, qui était celle du cœur et de la vie. Cet homme aimait profondément. Quand il vous rencontrait, il avait tellement de choses à vous dire ou à vous demander qu'il ne savait pas comment les ordonner. Très vite, cependant, la conversation rejoignait les questions essentielles. "Comment vas-tu? Tu n'as pas l'air heureux aujourd'hui? Qu'est-ce qui te tracasse? Quelqu'un t'a-t-il fait du mal? As-tu fait quelque bêtise? Comment va ta femme? Les enfants? Ton travail? Le syndicat? Le groupe de SOF? Tu ne parles pas beaucoup aujourd'hui. Il y aurait tant de sujets dont j'aimerais discuter avec toi."

Qui d'entre nous n'a pas été interpellé souvent de cette manière à la fois simple et intéressée par le Père Dion? Sur les lèvres d'un autre, ces questions eussent parfois paru indiscretes ou naïves. Mais le Père Dion n'était ni fureteur, ni routinier, ni dupe. Il était un vieux connaisseur du cœur humain, de ce centre vital de notre être où se jouent nos options les plus intimes, où s'affrontent dans un duel incessant le bien et le mal qui nous habitent. Parce que le cœur était son domaine par excellence, parce qu'il avait lui-même un cœur qu'il mettait volontiers à nu devant l'autre, les questions qui, sur d'autres lèvres, eussent semblé banales ou insignifiantes prenaient dans sa bouche une résonance spéciale. Il ne cherchait pas à vous posséder, car il avait un très grand respect de la liberté d'autrui, mais vous ne pouviez pas échapper à son regard mêlé de bonté et de réalisme.

Le Père Dion ne prétendait pas être un saint. Il avait, comme tout le monde, des défauts qui irritaient parfois son prochain. Mais ce qui m'a toujours frappé chez lui, c'est cet état de veille qu'il avait admirablement conservé. On le sentait travaillé par la grâce. On sentait qu'au cœur de sa vie, était plantée une conscience très vive de la lutte que se livrent en chacun de nous la grâce et le péché. On le sentait lui-même en lutte constante, mais sans obsession, avec une lucidité qui restait capable d'une bonne blague ou d'une bonne histoire même à propos des sujets les plus graves. Il ne cherchait pas à faire croire qu'il était au-dessus des tentations; la franchise avec laquelle il pouvait s'ouvrir à ce sujet faisait même de lui l'un des moins cléricaux parmi les prêtres que j'ai connus. Mais il cherchait sans cesse à devenir meilleur, tout en restant très humble. Cet état de veille qu'il incarnait m'a toujours semblé mieux exprimer l'essentiel de l'expérience chrétienne que l'espèce d'héroïsme ou de messianisme auquel on voudrait trop l'assimiler tant au plan religieux qu'au plan social.

Parce qu'il y avait chez lui une qualité d'authenticité très développée, le Père Dion était naturellement destiné à servir dans l'Église la promotion du laïcat. Très tôt, il avait compris que l'autorité du clergé dans un grand nombre de domaines devait prendre fin. Il accueillait cette perspective non pas comme un recul mais comme l'annonce d'un temps nouveau. Il avait cependant compris que la condition d'un dégage- ment des clercs qui ne serait pas un abandon pur et simple, ce devrait être l'émergence d'un laïcat adulte, capable d'assumer pleinement ses responsabilités dans les domaines nombreux qui constituent le champ d'action propre des chrétiens engagés dans la vie professionnelle, fami- liale, économique, culturelle et civique.

À la formation de ce laïcat suivant la méthode particulièrement efficace de l'Action catholique spécialisée, le Père Dion se consacra pendant 20 ans avec un dévouement où le don de sa personne s'accom- pagna toujours d'une présence indéfectible à ses collaborateurs et d'un respect non moins poussé pour le rôle propre de ceux-ci. Servi par une personnalité qui n'était pas portée à dominer, le Père Dion était toujours présent, mais il ne dirigeait pas. Envers ses collaborateurs, il n'était pas seulement confiant, mais rempli d'une admiration qui s'étendait d'ailleurs à toutes leurs activités. Il aimait profondément la vie. Il aimait autant parler de la dernière grève que du dernier synode romain. Je n'ai pas souvenir d'une conversation avec lui qui ait tourné au pur bavardage. Même quand il parlait des sujets les plus profanes, il trouvait toujours moyen, sans que ce fût chez lui délibéré, de revenir aux ques- tions essentielles.

Au sein de l'Action catholique canadienne où je l'ai surtout connu, le Père Dion avait épousé l'apostolat en milieu ouvrier. Dieu sait com- bien il assumait et aime le milieu ouvrier dans toute sa réalité. Dieu sait combien il travailla pour que les militants issus de ce milieu n'aillent pas chercher refuge dans d'autres milieux où ils renieraient leurs origi- nes. Le Père Dion était conscient des forces historiques qui font du mouvement ouvrier l'une des réalités les plus dynamiques de l'histoire contemporaine. À cette réalité, il adhérait avec une ferveur d'autant plus solide qu'il connaissait d'expérience et ne répudia jamais les riches- ses propres à d'autres milieux.

Mais à la source et au sommet de ses engagements particuliers au service de tel ou tel mouvement, il y eut toujours chez le Père Dion un engagement radical au service de l'Église tout entière. Chargé des

tâches de coordination au sein d'une Action catholique que sa formule même inclinait à cultiver ses particularismes, je trouvai toujours chez le Père Dion un homme prêt à défendre avec la dernière énergie certaines valeurs inaliénables de son milieu et de son mouvement, mais tout aussi disposé à rechercher loyalement le bien de l'ensemble et à mettre en commun certaines démarches qui devaient l'être. Cet esprit s'était d'ailleurs transmis à ses collaborateurs laïcs dont plusieurs pourraient compléter richement ce témoignage. Envers la hiérarchie, il y avait chez le Père Dion un attachement filial et sans réserve. Il avait beaucoup médité sur le mystère de la hiérarchie. Il savait le rôle essentiel de celle-ci et ne le remit jamais en cause. Mais cet homme au tempérament viril était incapable d'une courbette fausse devant un évêque. Sa saine indépendance, mal comprise, l'obligea une fois à quitter un poste qu'il aimait: il partit sans faire d'histoire. Lorsqu'on se fut rendu compte de l'erreur qu'on avait commise en le déplaçant, il consentit volontiers, sans ressasser le passé, à quitter un poste nouveau de curé auquel il s'était vite attaché pour reprendre un service où sa présence était jugée plus nécessaire. C'est ainsi qu'il concevait le service de l'Église.

Je vous ai moins revu, cher Père Dion, ces dernières années. Ayant appris votre maladie, je m'étais promis d'aller vous visiter à Ste Agathe, mais j'en fus empêché comme bien d'autres, par l'accaparement de ces devoirs professionnels dont vous nous rappeliez naguère inlassablement l'urgente priorité. Je savais néanmoins, tout en étant plus loin, que vous étiez toujours aussi proche de moi par la pensée. Nous restions en communion. Beaucoup d'autres pourraient en dire autant.

Votre mort ne change rien à cette communion qui s'était établie entre nous. Elle nous rappelle seulement que, si nos engagements concrets demeurent notre première priorité, ils n'ont de sens que s'ils baignent dans ce mystère de la grâce dont vous avez fidèlement témoigné auprès de nous. Après avoir beaucoup aimé, vous retournez à la source de tout amour. Puisse notre Père commun vous accueillir en tenant compte du bien qu'avec une bonhomie et une simplicité jamais démenties, mais aussi avec un réalisme digne des vrais maîtres spirituels, vous avez accompli auprès d'un grand nombre de vos frères.

*Église St-Pierre-Apôtre
Montréal*

13 novembre, 1974.

BERNARDIN FRÈRES INC.
ASSURANCES — INSURANCE

8000 ST. DENIS, MONTREAL H2R 2G1
TEL. 384-9200



LE SALON DE BEAUTÉ POUR L'AUTO



G. LEBEAU Ltée

5940, rue Papineau
Montréal, Tél.: 273-8861
400 St-Vallier, Est
Québec, Tél.: 522-6816

Siège social:
625 Deslauriers,
St-Laurent, P.Q. H4N 1W9

1690, boul Labelle
Ville de Laval, Tél.: 688-2751
405 ouest, Curé Poirier
Longueuil, Tél.: 677-9136

Toits — Housses — Nettoyage intérieur — Rembourage — Vitres

DUSTBANE

MAISON CANADIENNE

Produits et matériaux
d'entretien des édifices

2560 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUÉBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9830

2068, 55^e Avenue
DORVAL, Qué.
Tél.: 631-4526

Service moderne d'entretien
des immeubles
Contrats à forfait

4240, Côte de Liesse
MONTREAL 306, Qué.
Tél.: 735-4161

2556 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9515

Les nouveaux pouvoirs

L'éclosion de ces "nouveaux pouvoirs"
est attribuable, bien sûr,
au fait que les citoyens sont mieux renseignés
et à une démocratie de participation mieux vécue;
mais elle origine également de déficiences
ou d'abus que n'ont pas su éviter
certaines élites au pouvoir.

Les évêques canadiens
Les nouveaux pouvoirs (1969)



Prix: \$1.00